
Opportunités d'investissement pour l'Europe dans le secteur du tourisme à Cuba suite à l'assouplissement des restrictions de l'embargo américain.

Auteur : Demoulin, Justine

Promoteur(s) : Hermans, Michel

Faculté : HEC-Ecole de gestion de l'ULg

Diplôme : Master en sciences de gestion (Horaire décalé)

Année académique : 2016-2017

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/3199>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

**Opportunités d'investissement pour l'Europe dans le secteur du
tourisme à Cuba suite à l'assouplissement des restrictions de
l'embargo américain.**

Promoteur :
Michel HERMANS
Lecteur(s) :
Sophie WINTGENS
Jean LAHAUT

Travail de fin d'études présenté par
Justine DEMOULIN
en vue de l'obtention du diplôme de
Master en sciences de gestion
Année académique 2016/2017

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier mon promoteur, Monsieur Michel Hermans, pour avoir accepté de partager ses connaissances sur le sujet développé, pour son implication ainsi que pour sa disponibilité et ses conseils précieux.

J'adresse également mes remerciements à Madame Sophie Wintgens et Monsieur Jean Lahaut pour avoir accepté de faire partie du jury, pour le temps et l'attention qu'ils consacreront à la lecture de mon mémoire.

Enfin, je remercie Monsieur Dias De Sousa, représentant de l'AWEX à la Havane-Cuba, pour avoir partagé son expérience et ses connaissances de Cuba et de son environnement, ce qui m'a permis d'avoir une meilleure compréhension du sujet présenté.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
METHODOLOGIE	3
CADRE THEORIQUE	5
DÉFINITIONS ET CARACTÉRISTIQUES DU COMMUNISME	5
DÉFINITIONS ET CARACTÉRISTIQUES D'UN EMBARGO	6
CHAPITRE 1 : HISTOIRE DE L'ILE DE CUBA : CHOIX POLITIQUE ET CONSEQUENCES ECONOMIQUES	9
CHAPITRE 2 : LIENS COMMERCIAUX HISTORIQUES ENTRE CUBA, LES USA ET L'URSS	13
CHAPITRE 3 : ANALYSE DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE BIENS A CUBA – FOCUS SUR L'EUROPE	16
CHAPITRE 4 : LA MISE EN PLACE DE L'EMBARGO AMERICAIN SUR CUBA : CHRONOLOGIE DES FAITS	19
4.1. HISTORIQUE DE L'EMBARGO	19
4.2. RENFORCEMENT DE L'EMBARGO	20
4.3. AVANCÉES OPÉRÉES SOUS LA PRÉSIDENTE DE BARACK OBAMA	22
CHAPITRE 5 : CUBA ET L'ESSOR DU SECTEUR DU TOURISME	24
5.1. HISTORIQUE DU TOURISME SUR L'ÎLE.....	24
5.2. LA STRUCTURE DE L'INDUSTRIE DU TOURISME À CUBA	25
5.3. LE TOURISME EN PRATIQUE À CUBA: ANALYSES CHIFRÉES	27
CHAPITRE 6 : LES INFRASTRUCTURES DE L'ÎLE	32
6.1. UN BESOIN VITAL D'AMÉLIORATIONS DE CERTAINS RÉSEAUX DE DISTRIBUTION.....	32
6.2. POINT SUR LES TYPES D'HÉBERGEMENTS OFFERTS PAR CUBA.....	34
6.3. LE DÉVELOPPEMENT D'UN NOUVEAU MODE DE LOGEMENT SUR L'ÎLE	35
6.4. NOUVEAU DÉFI À RELEVER : DÉVELOPPER LES MODES DE TRANSPORT	37
CHAPITRE 7 : LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS A CUBA	40
7.1. NOUVELLE LOI CUBAINE AUTORISANT ET RÉGULANT LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS	40
7.2. INVESTISSEMENTS EUROPÉENS À CUBA	42
7.3. INVESTISSEMENTS AMÉRICAINS À CUBA.....	43
CHAPITRE 8 : DONALD TRUMP AU POUVOIR : VERS UN RENFORCEMENT DE L'EMBARGO ?	45
8.1. CE QUE LE PRÉSIDENT TRUMP VEUT POUR CUBA.....	45
8.2. EN QUOI LA DÉCISION DE DONALD TRUMP EST-ELLE BÉNÉFIQUE POUR L'EUROPE ?	46
8.3. AVIS DE DU REPRÉSENTANT DE L'AWEX À CUBA (ANNEXE 6).....	47
CONCLUSION	49

INTRODUCTION

Le 17 décembre 2014, Barack Obama déclarait: « *Today, the United States of America is changing its relationship with the people of Cuba* ». Cette annonce du président américain laissait espérer un rapprochement imminent entre le pays de l'Oncle Sam et l'île de Cuba soumis à l'embargo depuis plus d'un demi-siècle. Les plus optimistes entrevoyaient même la suppression pure et simple de l'ensemble des restrictions en vigueur qui menait à mal le développement économique de Cuba. Cela ne fut pas tout à fait le cas. Certes, certaines règles ont été abandonnées ou du moins adoucies notamment en ce qui concerne les voyages de touristes américains et le versement de dollars US vers l'île, mais le rêve de beaucoup de Cubains ne s'exauça pas complètement.

Mettre en place un embargo de l'ampleur de celui des Etats-Unis prend du temps, le supprimer peut être long également. Une chose est certaine, la durée qui sera nécessaire à réduire les effets des restrictions sera très longue. Malheureusement, les effets de la mise en place d'un embargo sont presque immédiats à l'inverse de ceux de la levée d'un embargo.

Barack Obama n'aura pas eu le temps de s'atteler complètement à cette tâche notamment à cause de la fin de son deuxième mandat à la Maison Blanche en janvier 2017. Malgré les nombreuses avancées déjà réalisées, l'embargo américain est à l'heure actuelle encore en vigueur.

L'arrivée du nouveau président américain, Donald Trump va même quelque peu modifier les espoirs fondés par de nombreux Cubains et Américains lorsqu'il annonça courant 2017 vouloir renforcer certaines restrictions précédemment assouplies. C'est donc plutôt à un retour en arrière auquel il faut s'attendre. Mr Trump a certes des idées différentes de celles de son prédécesseur, mais que compte-t-il faire au sujet de Cuba ? Ce thème ne faisait pas partie des points principaux de sa campagne. Dès lors, compte-t-il réellement modifier les avancées opérées par Barack Obama ? Ou va-t-il abandonner le « sujet » Cuba pour se consacrer pleinement à sa promesse de campagne : la construction du mur protecteur entre les Etats-Unis et le Mexique ?

Les décisions du nouveau président seront de la plus haute importance pour les Cubains qui espéraient une suppression pure et simple de l'embargo qui pèse lourdement sur le développement économique de l'île, aux mains du parti communiste de Cuba depuis 1965.

Quant à l'Europe, partenaire commercial historique de Cuba, sera-t-elle impactée par les changements emmenés par Donald Trump ? Ou au contraire, l'Europe compte-t-elle saisir les opportunités offertes par les Etats-Unis et leur renforcement des règles ? De nombreuses possibilités d'investissement à Cuba existent pour les entreprises étrangères, mais dans quelle mesure ces investissements peuvent-ils être réalisés ?

L'île compte beaucoup sur le nouveau moteur de son économie : le tourisme. Promis à un bel avenir, Cuba mise beaucoup sur ce secteur mais n'a pas les moyens financiers de répondre aux attentes. Dès lors, l'île veut attirer de potentiels investisseurs étrangers, mais par quels moyens ? L'embargo représente-t-il un frein ?

Ces sont toutes les questions auxquelles nous allons tenter de répondre à travers ce mémoire consacré aux relations entre le trio Etats-Unis – Cuba – Europe. L'impact de l'un aura-t-il un impact sur l'autre ? Si oui, dans quelles mesures ?

Bonne lecture.

METHODOLOGIE

Dans cette partie du mémoire, nous allons vous présenter les outils qui ont permis de construire ce travail et de répondre à la question principale de recherche, à savoir « quelles sont les opportunités d'investissement pour l'Europe dans le secteur du tourisme à Cuba suite à l'assouplissement des restrictions de l'embargo américain ». Nous justifierons le choix de la méthodologie utilisée et décrirons la manière dont nous l'avons utilisée pour atteindre notre objectif.

Tout d'abord, nous exposerons diverses approches théoriques en relation avec le sujet abordé, à savoir les notions de communisme ainsi que d'embargo. Ces théories serviront à justifier le développement des idées présentes à travers ce mémoire et seront également en lien avec la conclusion présentée.

Ensuite, pour la partie historique expliquant les liens commerciaux entre d'une part Cuba et l'Europe et d'autre part Cuba et les Etats-Unis, nous avons basé notre recherche sur des ouvrages parfois anciens, tantôt plus récents afin d'obtenir un mélange homogène d'informations. En supplément, nous avons également lu et appris beaucoup du parcours d'articles scientifiques sur le sujet auxquels nous ferons référence à plusieurs reprises.

Certains faits remontant à plus d'un siècle, il est arrivé que les avis de certains auteurs puissent parfois diverger notamment à propos d'une date ou encore sur la chronologie de certaines étapes. Pour éviter toutes contradictions, nous avons donc pris la peine de trouver un maximum de sources disponibles sur le sujet afin de nous assurer de la véracité des faits exposés.

Pour la partie chiffrée, exposant des données quantitatives sur le tourisme en pratique à Cuba mais également en relation avec les importations et exportations cubaines, nous nous sommes ici principalement basés sur le site officiel des statistiques de l'île. Bien entendu, nous partons du principe que les chiffres disponibles sont authentiques et n'ont pas été influencés par le pays ou son gouvernement. Etant la seule source disposant d'informations complètes à ce sujet, nous nous sommes résignés à n'utiliser que ce site officiel pour la partie chiffrée.

Enfin, nous avons fait appel à Monsieur Jean-Serge Dias de Sousa, attaché économique et commercial pour l'AWEX à Cuba. Etant expert des relations entre Cuba et l'Europe mais ayant également des connaissances développées au sujet des relations entre Cuba et les Etats-Unis, nous lui avons posé quelques questions qui se retrouveront dans la dernière partie de ce mémoire. En effet, obtenir des informations à travers des ouvrages scientifiques, des revues ou encore des sites web est une chose mais quand nous pouvons les confronter à la réalité du terrain, c'est encore mieux.

Nous tenons également à préciser que l'objectif étant de varier les sources utilisées mais également leurs origines, nous avons souhaité construire un travail qui se base non seulement sur des sources francophones mais également anglophones ou hispanophones. En effet, une grande partie des sources utilisées n'étant pas toujours en français, il fut important de multiplier les langues afin de trouver un maximum d'informations pertinentes.

CADRE THEORIQUE

Définitions et caractéristiques du communisme

Ce travail met notamment en avant la gestion et le développement de l'île de Cuba, fortement influencé par les décideurs du pays et par la politique menée par le président. Le pays étant aux mains du parti communiste depuis de nombreuses années, il est nécessaire de conceptualiser la notion de "communisme" avant de pouvoir avancer dans le développement de ce mémoire. Plusieurs concepts et définitions seront ici retenus afin d'obtenir la définition la plus large possible et de ne omettre aucun détail important.

Selon Friedrich Engels¹, « *le communisme, c'est l'enseignement des conditions de la libération du prolétariat* ». Afin de mieux comprendre cette définition, il est important de définir ce qu'est le prolétariat. Selon Engels, le prolétariat correspond « *à la classe de la société qui tire sa subsistance exclusivement de la vente de son travail, et non de l'intérêt d'un capital quelconque, dont les conditions d'existence et l'existence même dépendent de la demande de travail, par conséquent de la succession des périodes de crise et de prospérité industrielle, des oscillations d'une concurrence sans frein. Le prolétariat, ou la classe des ouvriers, est, en un mot, la classe laborieuse de l'époque actuelle* ».

Afin d'obtenir une définition plus récente, arrêtons-nous sur celle donnée par le Larousse qui décrit le communisme comme suit:

« *Formation économique et sociale caractérisée par la mise en commun des moyens de production et d'échange, par la répartition des biens produits suivant les besoins de chacun, par la suppression des classes sociales et l'extinction de l'État qui devient l'administration des choses.*² »

Enfin, pour compléter ces précédentes définitions, reprenons un extrait du livre sur les fondements de science politique³ dans lequel Balzacq et ses co-auteurs parlent du communisme comme une idéologie qui fût marquée par Marx et ses analyses sur la lute des

¹ ENGELS, F. (1847), *L'ouvrage d'Engels sur les Principes du communisme*

² Larousse : www.larousse.fr/dictionnaires/francais/communisme/17572 - 26 juin 2017

³BALZACQ. T, BAUDEWYNS. P, JAMIN. J, LEGRAND. V, PAYE.O, SCHIFFINO. N (2014), *Fondement de science politique*, De Boeck Supérieur

classes. Ce qui différencie le communisme du socialisme selon les écrivains, c'est le rapport à l'égalité. Selon les auteurs, « à l'appui de la révolution prolétarienne, le communisme vise avant tout l'égalité réelle et absolue entre les individus ». Le communisme veut que la société ne soit pas subdivisée en classe, « en vue d'y parvenir, il faut passer par le renversement du rapport de force entre classes et instaurer la « dictature du prolétariat », qui passe notamment par l'abolition de la propriété privée et la saisie par l'Etat des biens mobiliers et immobiliers, des richesses et des terres. Le communisme propose une économie d'Etat basée non pas sur la compétition et la concurrence entre acteurs privés mais sur la planification en fonction des ressources, des moyens disponibles et des besoins futurs. Ce qui précède implique aussi la distribution égalitaire des richesses et des bien produits ».

Nous retenons de ces définitions que le communisme met en avant l'importance de l'égalité entre les individus et veut que la société ne soit pas divisée en classe.

Ces définitions précédemment citées nous aident également à comprendre les fondements et l'existence du communisme, qui marquera fortement l'île de Cuba ainsi que son développement. Même si la manière de gouverner des frères Castro leur est propre, nous pouvons relier certains éléments à la définition du communisme notamment l'abolition de la propriété privée.

Définitions et caractéristiques d'un embargo

Selon Louis Dubouis⁴, l'embargo désignait autrefois « une saisie de navires étrangers pratiquée pour faire pression sur l'Etat dont ces navires portent pavillon ». Il continue avec une définition plus actuelle : « l'embargo se définit comme l'interdiction frappant des exportations à destination d'un ou plusieurs états ».

Un embargo est à différencier et à ne pas confondre avec les termes « blocus » ou encore « boycottage » qui ont une portée plus large.

Louis Dubouis met en avant dans son ouvrage 3 facteurs qui influencent la portée et la conformité au droit de la mise en place d'un embargo :

⁴ DUBOUIS, Louis (1967), « L'embargo dans la pratique contemporaine », *Annuaire français de droit international*, volume 13, pp. 99-152.

« 1) L'objet de l'embargo : un embargo frappant toutes les exportations apparaît à l'égard de l'état victime d'un acte plus inamical qu'une interdiction affectant certains produits seulement ;

2) La situation particulière de l'Etat qui édicte l'embargo et plus précisément les droits ou obligations qu'elle lui crée envers l'Etat affecté (...) ;

3) La situation de l'Etat affecté. C'est le facteur le plus important, car il commande très largement la nature des relations unissant les deux pays intéressés par l'embargo. ⁵»

Enfin, selon Bernard Ferrand⁶, « on peut distinguer l'embargo global de type économique, l'embargo ciblé sur les armes et les produits de destruction ou encore l'embargo décidé par une ou des superpuissances et les sanctions décidées par l'ONU. Dans la plupart des cas, l'embargo est une forme de poursuite de la guerre froide par d'autres moyens. »

Dans le cas de Cuba, les Etats-Unis ont mis en place un embargo économique et commercial d'une part en réaction à la nationalisation de propriétés américaines par Cuba et d'autre part car les Etats-Unis n'acceptaient pas la gestion politique socialiste opérée par Fidel Castro. Nous reviendrons sur ce point plus loin dans le développement de ce mémoire.

⁵ DUBOUIS, Louis (1967), « L'embargo dans la pratique contemporaine », *Annuaire français de droit international*, volume 13, pp. 99-152.

⁶ FERRAND, B (2004), « Quels fondements juridiques aux embargos et blocus aux confins des XXe et XXIe siècles », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2004/2 (n° 214)

CHAPITRE 1 :

HISTOIRE DE L'ILE DE CUBA : CHOIX POLITIQUE ET CONSEQUENCES ECONOMIQUES

Avant de pouvoir parler de l'embargo mis en place par les Etats-Unis envers Cuba mais également de s'étendre plus en détails sur le secteur du tourisme, il est important de s'imprégner de l'histoire de Cuba, des faits qui ont forgé l'existence du pays mais également des personnalités politiques qui ont marqué l'histoire et le développement de Cuba. L'ensemble de ces informations ayant bien entendu un impact sur la mise en place de l'embargo ainsi que sur son existence actuelle.

Commençons dès lors par le commencement.

C'est en 1511 que les Espagnoles colonisèrent Cuba, qui à cette époque, comptait beaucoup sur la production agricole pour assurer son développement économique. Face à une pénurie de main d'œuvre, le pays déporte en masse des hommes et des femmes de nationalité africaine. Selon Perez de la Riva⁷, ils seraient plus de 300 à débarquer chaque année pour aider la main d'œuvre cubaine pour travailler notamment dans les mines dans un premier temps.

Ce n'est que quelques siècles plus tard que le pays utilisera d'autres sources de revenus tirés de l'exportation du tabac et du sucre de canne. Le pays deviendra même dans les années 1845 le producteur le plus important de sucre à travers le monde. C'est à cette même période que les Etats-Unis montrèrent un premier intérêt à prendre le contrôle sur Cuba mais qui fut rapidement remis en cause suite notamment à la guerre civile aux Etats-Unis.

Après avoir chassé les colons espagnols en 1898, le pays a été occupé par les Etats-Unis jusqu'à l'indépendance en 1902. Et ce n'est qu'à partir des années 1930 que l'industrie du tourisme décolle attirant de nombreux touristes américains venus pour la chaleur et les prix bas pratiqués.

En 1940, Fulgencio Batista succède au dictateur Gerardo Machado, à la présidence de Cuba. Avant d'arriver à la tête du pays, Batista a été chef des forces armées de Cuba pendant 6 ans et a occupé une place prépondérante dans le monde politique et militaire.

⁷ Perez de la Riva, J. (1977), « Cuba : la Formation du paysage économique », in *Connaissance du Tiers Monde*, Cahiers Jussieu, UGE, Paris.

Selon H.E. Chehabi and Juan J. Linz⁸, le régime mis en place par le nouveau président peut être qualifié de « *Sultanism* (en anglais)», ce qu'ils décrivent dans leur ouvrage comme « *un régime personnel, arbitraire, centralisé, corrompu et non professionnel* ».

Sous la présidence de Batista, les Etats-Unis (dirigé par Franklin Roosevelt à cette période) et Cuba se rapproche et les multinationales américaines misent sur la production de sucre cubain. L'économie cubaine se retrouve par conséquent stimulée par la puissance américaine.

Avec l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro en 1959, le pays se tourne vers un système économique socialiste. Castro modifie l'existence du pays par des réformes sur des thèmes tels que l'éducation, la santé, l'agriculture,... Cuba se rapproche alors de l'Union soviétique jetant en prison des milliers d'opposants politiques. Les forces armées américaines ont alors tenté en 1961 de prendre le contrôle de Cuba mais sans succès. En conséquence, cet échec renforça les relations déjà établies entre l'île et l'Union soviétique d'une part, et entraînera une tension grandissante entre le pays de l'Oncle Sam et Cuba d'autre part.

L'année 1961 marquera donc le début d'une collaboration économique entre Cuba et l'Union soviétique qui ne se terminera qu'en 1991 avec la chute de l'URSS.

L'économie cubaine fut d'ailleurs fortement impactée par la dislocation de l'Union soviétique. Cuba devint alors dépendant des versements d'exilés cubains aux USA. L'île n'a eu d'autre choix que de se tourner économiquement vers la Chine et le Vietnam pour tenter de redresser son économie.

Du point de vue purement politique, l'île est dirigée depuis 1965 par le PCC (Partido Comunista de Cuba) qui représente le seul et unique parti pouvant exister sur le territoire de Cuba. Selon la constitution cubaine, ce parti agit comme « *la force dirigeante la plus importante de la société et de l'état* »⁹. Ce parti communiste contrôle l'entièreté des postes du gouvernement y compris les bureaux judiciaires.

Afin de mieux comprendre les fondements de Cuba, attardons nous un instant sur la constitution du pays.

⁸ CHEHABI, he and LINZ jj (1998), *Sultanistic Regimes*, The Johns Hopkins University Press

⁹ Extrait de la constitution cubaine: constituteproject.org

Selon l'article 1^{er} de la constitution cubaine¹⁰, l'île est « *an independent and sovereign socialist state of workers, organized with all and for the good of all as a united and democratic republic, for the enjoyment of political freedom, social justice, individual and collective well-being and human solidarity* ».

L'article premier de la constitution ne semble pas refléter la situation actuelle à Cuba. Le pays n'est pas organisé en république démocratique mais continue à être dirigé par le parti communiste ce qui ne laisse pas ou peu de liberté politique.

L'article 3 nous indique ceci: « *in the Republic of Cuba, the sovereignty resides in the people, from whom all of the power of the State emanates. That power is exercised directly or through the Assemblies of the People's Power and other organs of the State derived from them, in the manner and according to the rules established by the Constitution and the laws.*

All citizens have the right to fight, using all means, including armed struggle, when no other recourse is possible, against anyone attempting to overthrow the political, social, and economic order established by this Constitution.

Socialism and the social revolutionary political system instituted in this Constitution, proven by years of heroic resistance against all kinds of aggression and the economic war engaged by the government of the mightiest imperialistic power that has ever existed, and having demonstrated its ability to transform the country and create an entirely new and just society, shall be irrevocable, and Cuba shall never return to capitalism».

Cet article 3 semble difficile à croire alors que d'un point de vue social, le régime des frères Castro est répressif. Les Cubains ne disposent pas de la liberté d'expression, de rassemblement ou encore d'association. Les sociétés de média privées sont tout simplement interdites et les journalistes indépendants sont constamment malmenés.

Enfin, l'article 5 mentionne les informations suivantes:

« *Communist Party of Cuba, a follower of Marti's ideas and of Marxism- Leninism, is the highest leading force of society and of the state, which organizes and guides the common effort toward the goals of the construction of socialism and the progress toward a communist society* ».

¹⁰ Extrait de la constitution cubaine: constituteproject.org

Cet article 5 met en évidence l'attachement du parti communiste de Cuba à plusieurs idéologies marxistes et léninistes. Il mentionne également que le parti communiste de Cuba est la force dirigeante la plus importante de la société et du pays. Cuba ne se cache donc pas de son attachement à son parti et à l'importance que celui-ci a dans le développement du pays.

Dans la même idée, notons que la structure du gouvernement cubain est divisée en 3 entités :

- « The National Assembly of People's Power (NAPP) »
- « The Council of State »
- « The Council of Ministers »

Il est important de mettre en avant le fait qu'à la tête de ces 2 dernières entités se trouve Raul Castro qui cumule également le poste de commandant en chef des forces armées.

A Cuba, aucune séparation des pouvoirs n'est d'application entre le législatif, le judiciaire et l'exécutif.

Du point de vue de la gestion économique du pays, là aussi le gouvernement est aux commandes. C'est en effet l'état qui contrôle une grande partie du développement économique possédant une large majorité des entreprises et employant plus de 90% de la totalité des travailleurs cubains. Nous verrons cela plus en détails dans le chapitre consacré au tourisme sur l'île.

Parmi les institutions les plus puissantes à Cuba, nous retrouvons les forces armées (« Cuban Revolutionary Armed Forces ») qui contrôlèrent environ 60%¹¹ de l'économie via la gestion d'entreprises représentées dans des secteurs clés de l'économie.

Enfin, nous terminerons ce point par dire que les décideurs cubains ne sont pas prêts à changer la manière dont le pays est dirigé. En novembre 2005, Fidel Castro déclarait : « *this country could destroy itself, this Revolution could destroy itself, but they [the enemy] cannot destroy it. We could destroy it ourselves, and it would only be our fault.*¹²»

¹¹ ROBERTS, j & WALSER, r. (2008), *Cuba's Phony Transition: Fidel Resigns, Raul Reigns*, The Heritage Foundation

¹² Discours de Fidel Castro, University of Havana, November 17th 2005: <http://www.cuba.cu>

Quant à Raul Castro, il s'exprimait en 2009 dans un discours au parlement : *“Havana is ready and willing to start a dialogue with Washington, but political and regime change are not up for negotiation”*¹³.

L'histoire mais également la politique menées par les dirigeants de Cuba ont été cruciales au développement de l'île et ont marqué les lignes directrices futures. Les Etats-Unis ont déjà essayé de modifier l'orientation politique du pays, sans succès jusqu'à présent. Il est fort probable, comme l'indiquent les frères Castro, que le pays maintiendra sa gestion socialiste encore de nombreuses années. L'ensemble de ces éléments, qu'ils soient historiques ou politiques, sont à prendre en compte lors d'un éventuel rapprochement avec l'île que ce soit de la part des Etats-Unis ou de l'Europe.

¹³ Discours de Raul Castro, au parlement cubain - août 2009: <http://edition.cnn.com> – 7 juin 2017

CHAPITRE 2 :

LIENS COMMERCIAUX HISTORIQUES ENTRE CUBA, LES USA ET L'URSS

Les Etats-Unis ont longtemps été un partenaire commercial important pour Cuba pour la vente de sucre de canne. En effet, l'île était capable de répondre à un tiers de la demande globale en sucre des USA jusque dans les années 1960.

Cette relation commerciale fut toutefois régulée par la mise en place du « the Sugar Act » ou plus communément appelé « the Jones-Costigan Act » en 1934. Cet acte prévoit un quota de sucre adopté par le gouvernement américain après s'être rendu compte que la gestion des droits de douane pour protéger l'industrie domestique ne fonctionnait pas.

En 1934, le quota attribué à Cuba pour l'exportation de sa production de sucre vers les Etats-Unis était de 28,6% de la demande totale en sucre des USA. Les quotas étaient généralement revus annuellement et l'acte partiellement modifié à plusieurs reprises.

En 1960, « the Sugar Act » a d'ailleurs été amendé pour autoriser le président américain faisant fonction à supprimer complètement tout quota de fourniture de sucre étranger si nécessaire. Le président Eisenhower en a immédiatement fait usage, réduisant le quota de Cuba de 740 000 tonnes à quelques 40 000¹⁴ tonnes en réponse aux ventes de sucre importantes de Cuba à l'Union soviétique en 1960. Une année plus tard, le quota sera même réduit à néant après que Cuba se soit vengé en nationalisant de nombreux avoirs américains sur l'île.

C'est à partir de ce moment que les exportations de sucre depuis Cuba se modifient. Désormais l'île exporte vers l'Union soviétique, vers la Chine et les pays de l'Europe de l'Est (notons le régime communiste commun aux trois « blocs »).

Voyons ci-dessous quelques chiffres montrant le changement dans les échanges commerciaux entre Cuba et les Etats-Unis d'une part et Cuba et l'Union soviétique d'autre part :

¹⁴ PEREZ-LOPEZ, J. (1991), *The Economics of Cuban Sugar*, The University of Pittsburgh Press

En 1959, seulement 5,5% des 4,95 millions de tonnes de sucre produits par Cuba étaient exportés en URSS alors qu'en 1960, c'était 28,1% de la production qui était exportée en URSS, tandis que seulement 8,5% était envoyée en Chine et 4,1% en Europe de l'Est. Les 59,3% restants étaient consacrés à la consommation dans le reste du monde. La différence est encore plus frappante en 1965 où l'URSS importait 46,2% de la production de sucre de Cuba.¹⁵

Le rapprochement entre Cuba et l'Union soviétique est d'ailleurs acté par la signature d'un premier accord d'assistance économique et de commerce en 1960.

Voyons ci-dessous un tableau reprenant les destinations privilégiées par Cuba pour exporter sa production de marchandise (de manière générale) de 1955 à 1990 :

Principales destinations pour l'exportation de marchandises cubaines¹⁶								
Année	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990
TOTAL (en millions de US \$)	700.4	618.0	690.6	1043.4	2952.2	3966.7	5983.0	5414.9
Pays socialistes (%)	4.1	24.2	77.7	74.5	67.2	70.1	88.9	--
Dont								
L'URSS	3.8	16.7	46.7	50.7	56.3	56.8	74.9	66.4
La Chine	0.0	5.2	14.6	7.8	2.7	2.9	2.7	4.9
Reste du monde (%)	95.9	75.8	22.3	26.3	32.8	29.9	11.1	--
Dont								
Japon	6.1	1.4	3.1	10.2	7.5	2.9	1.3	1.6
Espagne	1.7	1.2	4.9	3.9	7.7	1.2	0.8	1.7
UK	4.1	1.4	1.9	3.9	0.4	0.4	0.5	0.8
USA	63.8	52.8	0	0	0	0	0	0

Comme expliqué plus haut, on se rend compte de l'importance que prend l'URSS dans les échanges commerciaux avec Cuba qui atteignent un pic vers 1985.

¹⁵ The Cuban Sugar Industry – José Alvarez: <http://www.ascecuba.org/c/wp-content/uploads/2014/09/v02-alvarez.pdf> - 8 juillet 2017

¹⁶ Oficina Nacional de Estadísticas, Anuario Estadístico de Cuba, La Habana: <http://www.one.cu> - 1 juillet 2017

La dégradation des relations entre Cuba et les Etats-Unis fut impactée, entre autre, par la révolution cubaine qui a mené à une nationalisation de nombreuses entreprises et terres détenues par des actionnaires américains se trouvant sur le sol cubain, principalement dans les années 1960. Ce fut l'une des premières décisions prises par Fidel Castro et son gouvernement, qui aura d'ailleurs de lourdes conséquences par la suite.

Aujourd'hui et malgré les sanctions de l'embargo toujours en place, les Etats-Unis restent l'un des fournisseurs principaux de Cuba en terme de nourriture et de produits issus de l'agriculture. En effet, les USA ont exporté des marchandises vers Cuba pour environ \$247 millions en 2016¹⁷. A noter toutefois qu'aucune importation de biens depuis Cuba vers les Etats-Unis n'a été enregistrée en 2016. La relation commerciale ne semble donc être établie que dans un sens.

¹⁷ US Department of State: <https://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/2886.htm> - 1 juillet 2017

CHAPITRE 3 :

ANALYSE DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE BIENS A CUBA – FOCUS SUR L’EUROPE

L’Europe a toujours eu une place importante dans l’économie cubaine. Afin de mieux comprendre leurs relations commerciales, voyons ci-dessous l’évolution des exportations cubaines de biens (en milliers de pesos) réparties en fonction des différents continents de 2009 à 2014:

¹⁸	Exportations cubaines (en milliers de pesos cubains)					
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Europe	718 518	854 047	1 215 376	1 279 668	1 290 523	1 245 820
Asie	650 262	959 275	1 028 848	614 414	637 026	518 128
Afrique	244 103	199 072	307 824	132 648	760 68	185 538
Amérique	1 248 981	2 544 710	3 314 434	3 546 699	3 275 613	2 904 729
Océanie	1 140	1 429	3 610	3 843	3 912	3 255
TOTAL	2 863 004	4 558 533	5 870 092	5 577 272	5 283 142	4 857 470

Le continent américain représente le plus gros partenaire commercial pour Cuba en terme d’exportation. Parmi les pays qui ont importé le plus de biens depuis Cuba en 2014 (voir annexe 1 partie 1), nous trouvons le Venezuela en première position suivie du Canada et du Brésil en troisième place. L’Europe se situe juste derrière le continent américain avec parmi les pays les plus importants pour les exportations cubaines en 2014, les Pays-Bas suivi de la Belgique et de l’Espagne en troisième position. Notons une tendance stable des exportations vers l’Europe ; et à l’inverse, une tendance en baisse du côté du continent américain.

Analysons maintenant les importations effectuées par Cuba de 2009 à 2014 toujours en fonction des différents continents :

¹⁸ Oficina Nacional de Estadísticas, Anuario Estadístico de Cuba, La Habana: <http://www.one.cu> - 2 juillet 2017

18	Importations cubaines (en milliers de pesos cubains)					
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Europe	2 040 790	2 158 164	2 830 408	2 954 129	3 365 364	2 869 785
Asie	1 841 703	1 831 915	2 023 957	1 785 589	2 126 619	1 928 090
Afrique	176 919	222 423	328 128	352 180	355 557	307 420
Amérique	4 834 028	6 383 887	8 695 640	8 667 338	8 815 119	7 856 614
Océanie	12 570	47 948	74 267	41 616	43 959	74 935
TOTAL	8 906 010	10 644 337	13 952 400	13 800 852	14 706 618	13 036 844

Le continent américain est loin devant les autres continents. L'Europe serait ici plus proche des exportations effectuées par l'Asie. Parmi les pays depuis lesquels Cuba importait le plus en 2014 (voir annexe 1 partie 2) sur le continent américain, nous retrouvons toujours le Venezuela, le Brésil puis le Mexique. Du côté européen, en première position l'Espagne suivi de l'Italie puis de l'Allemagne. La tendance est, comme pour les exportations, assez stable du côté européen alors qu'elle diminuerait plutôt du côté du continent américain.

Enfin, afin d'avoir une vue globale de l'économie cubaine, analysons maintenant la balance commerciale de l'île sur base des chiffres énoncés plus haut:

18	Balance commerciale (en milliers de pesos cubains)					
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Europe	-1 322 272	-1 304 117	-1 615 032	-1 674 461	-2 074 841	-1 623 965
Asie	-1 191 441	-872 640	-995 109	-1 171 175	-1 489 593	-1 409 962
Afrique	67 184	-233 51	-203 04	-219 532	-279 489	-121 882
Amérique	-3 585 047	-3 839 177	-5 381 206	-5 120 639	-5 539 506	-4 951 885
Océanie	-114 30	-46 519	-70 657	-37 773	-400 47	-71 680
TOTAL	-6 043 006	-6 085 804	-8 082 308	-8 223 580	-9 423 476	-8 179 374

La balance commerciale de Cuba est clairement déficitaire. Le déficit commercial du pays atteint plus de 9 milliards de pesos en 2013. Le pays importe plus que ce qu'il n'exporte. Cette tendance se confirme de 2009 à 2013 mais semble diminuer en 2014. Obtenir une balance excédentaire semble très difficile dans le cas de Cuba ou du moins cela ne se fera pas en quelques années. L'objectif ici serait de réduire ce déficit un maximum.

A cette fin, le développement du tourisme est un point non négligeable qui pourrait bien peser dans la balance pour les années futures.

L'Union européenne et Cuba ont créé des liens diplomatiques dès 1988 qui ont seulement été renforcés en 2008 par la négociation du PDCA (« Political Dialogue and Cooperation Agreement »). Cette convention ne fut officiellement signée qu'en décembre 2016 et constitue le nouveau cadre légal qui chapeaute les relations entre l'Union européenne et Cuba. Cet accord a 3 buts principaux :

- Prévoir un dialogue politique amélioré ;
- Améliorer la coopération bilatérale ;
- Améliorer le développement d'une action commune dans les forums multilatéraux.

Cet accord fut officiellement accepté par la majorité des eurodéputés le 5 juillet 2017 après plusieurs années de négociations. Cuba était jusqu'à présent le seul pays latino-américain qui n'avait jusqu'ici pas encore signé d'accord avec l'Union européenne malgré le fait que la majorité des pays européens avaient déjà établi des relations bilatérales. L'eurodéputée socialiste espagnole Elena Valenciano qui s'est chargée de ce dossier commente :

« Cuba n'est plus l'exception et c'est une bonne nouvelle. Le pays va s'ajouter à la liste des nations des Caraïbes et d'Amérique latine avec lesquels l'UE va coopérer ¹⁹ »

L'Union européenne a toujours entretenu des relations privilégiées avec Cuba et cela ne semble pas prêt de s'arrêter au vu des différents accords négociés. Nous verrons plus loin que l'UE a la volonté d'aider Cuba dans son développement économique notamment en consacrant une somme importante dans les investissements des pays de l'Union sur l'île.

¹⁹ Article de presse "L'UE scelle son rapprochement "historique" avec Cuba": <http://www.lexpress.fr> - 8 juillet 2017

CHAPITRE 4 :

LA MISE EN PLACE DE L'EMBARGO AMERICAIN SUR CUBA : CHRONOLOGIE DES FAITS

4.1. Historique de l'embargo

C'est avec l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir en 1959 que les relations entre les Etats-Unis et Cuba ont commencé à décliner. Une dizaine d'années plus tard, l'île sous l'emprise de Castro prend des décisions indépendantistes notamment en saisissant et nationalisant des centaines d'entreprises privées, parmi lesquelles des filiales d'entreprises américaines. De nouvelles lois virent également le jour en matière de taxation des produits importés depuis les USA. L'île se sentait à l'époque forte, étant soutenue par l'Union soviétique.

En réponse à cette décision prise par Fidel Castro, les Etats-Unis imposent des limitations d'importation depuis Cuba.

Les Etats-Unis, sous la présidence de John Fitzgerald Kennedy en 1962 déclarent officiellement la mise en place d'un embargo sur Cuba. L'embargo fut renforcé dans les années 1991 après la guerre froide. Le tout a été repris dans la loi « Helms-Burton » dont nous parlerons plus loin.

Notons l'importance dans l'histoire des deux pays du communément appelé « Bay of Pigs invasion ». En effet, sous l'administration du président Eisenhower (au pouvoir jusqu'en 1961), quelques 1400 exilés cubains aux USA ont été entraînés au Guatemala telle une petite armée dans le but d'envahir leur pays d'origine pour faire tomber Fidel Castro et son régime communiste. Cette invasion fut un désastre complet avec 114 personnes tuées et 1100 emprisonnées.

Le point d'orgue se passa en octobre 1962 lorsque les Etats-Unis découvrent que l'Union soviétique était en train de construire des bases de missiles à Cuba. Le président Kennedy aurait alors accepté de retirer les missiles américains présents sur le territoire de la Turquie en échange de la suppression des bases soviétiques à Cuba.

4.2. Renforcement de l'embargo

L'embargo américain fut renforcé en 1992 par la signature par le président George H. BUSH du «CDA : Cuban democracy act » qui a pour but principal d'empêcher les entreprises (ou filiales étrangères d'entreprises) américaines de commercer avec Cuba mais également de priver les américains de voyager ou d'effectuer des versements vers l'île. Comme nous pouvons le lire dans l'acte de 1992 (voir annexe 2), il est écrit noir sur blanc que le but à atteindre en signant cet acte est *“to seek a peaceful transition to democracy and a resumption of economic growth in Cuba through the careful application of sanctions directed at the Castro government and support for the Cuban people”*²⁰

La mise en place de cet acte entraîna beaucoup d'inquiétude et de protestation de la part d'autres pays. En effet, le CDA empêche toute entreprise (même étrangère) filiale d'une société américaine à faire des affaires avec Cuba ce qui bien entendu aura un impact sur l'économie de ces pays concernés.

Ensuite, avec à nouveau le but de détrôner Castro et en réponse à un incident (l'air force de Cuba a pris pour cible deux avions civils américains), les USA ont mis en place l'acte “Helms-Burton”.

La loi Helms Burton (officiellement appelée « The Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act of 1996 ») mise en place en mars 1996 par les Etats-Unis avait pour but de faire tomber le régime castriste et d'ouvrir Cuba à une certaine démocratie en restreignant les échanges entre les Etats-Unis et l'île mais également en empêchant les alliés américains de faire du commerce avec Cuba ou encore d'y investir.

Plus précisément, la loi a deux buts précis. Du côté américain, la loi veut protéger les biens américains sur le territoire cubain pour éviter toute confiscation abusive. Du côté cubain, elle a pour volonté d'aider la population à retrouver prospérité et liberté tout en assurant que le pays se tourne vers une gestion politique plus démocratique.

Voyons ci-dessous les buts principaux de cette loi énoncés par les Etats-Unis dans « the Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act of 1996 » :

²⁰ Extrait de “The Cuban Democracy Act (“CDA”)” United States Code – Title 22. Foreign Relations and Intercourse Chapter 69 – 9 juillet 2017

Section 1.3²¹

« The purposes of this Act are--

- (1) to assist the Cuban people in regaining their freedom and prosperity, as well as in joining the community of democratic countries that are flourishing in the Western Hemisphere;
- (2) to strengthen international sanctions against the Castro government;
- (3) to provide for the continued national security of the United States in the face of continuing threats from the Castro government of terrorism, theft of property from United States nationals by the Castro government, and the political manipulation by the Castro government of the desire of Cubans to escape that results in mass migration to the United States;
- (4) to encourage the holding of free and fair democratic elections in Cuba, conducted under the supervision of internationally recognized observers;
- (5) to provide a policy framework for United States support to the Cuban people in response to the formation of a transition government or a democratically elected government in Cuba; and
- (6) to protect United States nationals against confiscatory takings and the wrongful trafficking in property confiscated by the Castro regime. »

Largement influencé par les élections américaines de l'époque, le président Clinton n'était pas enclin à signer cette loi avant qu'un avion américain (pilote par le groupe d'exilés cubains « Brother to the Rescue ») survolant les eaux internationales ne fut abattu par les forces cubaines ce qui changea considérablement l'opinion du président qui accéléra la procédure d'acceptation de la loi.

Si nous revenons aux définitions précédemment exposées dans le cadre théorique, nous réalisons que l'embargo emmené par les Etats-Unis envers Cuba possède une dimension politique beaucoup plus importante que ce que les définitions ne mettaient en avant. Comme on peut le lire dans les objectifs de l'acte Helms-Burton qui renforce l'embargo, un des problèmes majeurs des Etats-Unis envers Cuba est la gestion politique communiste de Fidel Castro. Les Etats-Unis souhaitent que celle-ci soit modifiée pour le bien du peuple cubain ce qui renforcerait les échanges entre l'île et la communauté internationale. De cette discordance politique entre les deux pays a découlé les restrictions d'exportation et d'importation que nous connaissons actuellement.

²¹ Extrait de "The Cuban Democracy Act ("CDA")" United States Code – Title 22. Foreign Relations and Intercourse Chapter 69 – 9 juillet 2017

4.3. Avancées opérées sous la présidence de Barack Obama

Avant la fin de son mandat à la Maison Blanche, Barack Obama a tenu à rétablir les relations diplomatiques entre les Etats-Unis et Cuba. Un des points qu'il a voulu régler avant son départ concernait les voyages d'américains sur l'île. Faisons un rapide tour des avancées réalisées par Barack Obama jusqu'en 2016.

D'une part, comme souhaité, les relations diplomatiques ont à nouveau été établies entre les 2 pays. En effet, en juillet 2015, une ambassade des Etats-Unis a été mise sur pied à La Havane, Cuba. En contrepartie, une ambassade cubaine a vu le jour au pays de l'Oncle Sam.

D'autre part, l'OFAC (Office of Foreign Assets Control) a introduit une licence autorisant 12 catégories de voyageurs à se rendre à Cuba. En dehors de ces catégories, les voyages à Cuba restent légalement interdits.

Voici les 12 catégories²² visées par la licence :

- Rendre visite à de la famille sur place;
- Visite de représentants du gouvernement U.S, de gouvernements étrangers et de certaines organisations intergouvernementales ;
- Activités journalistiques ;
- Recherches professionnelles et rendez-vous professionnels ;
- Activités éducationnelles ;
- Activités religieuses ;
- Performances publiques, dispensaires, ateliers, compétitions athlétiques ou autres et expositions ;
- Support au peuple cubain ;
- Projets humanitaires ;
- Activités de fondations privées, de recherches ou d'instituts d'éducation ;
- Exportation, importation ou transmission d'information ou de matériel instructif ;
- Et certaines transactions liées aux exportations autorisées.

²² Site officiel du gouvernement américain: <https://obamawhitehouse.archives.gov> – 12 juillet 2017

Il est important de noter que les voyages à Cuba dans un simple but de tourisme sont interdits. Cependant, la listes ci-dessus étant assez large, une grande majorité des américains souhaitant visiter l'île peuvent se retrouver dans au minium une de ces catégories.

Les personnes autorisées à voyager n'ont pas de limite de dépense imposée par le gouvernement américain. En octobre 2016, toute limitation en valeur a été levée.

A la suite de ces nouvelles autorisations de voyage, les premiers bateaux de croisière américains ont reçu le feu vert pour voyager vers Cuba pour la première fois depuis la mise en place de l'embargo et dans la même logique, les vols commerciaux entre les deux pays ont repris. Le premier vol commercial a en effet eu lieu en août 2016 entre Fort Lauderdale (Floride, USA) et Santa Clara (au centre de Cuba).

Toutefois, nous pouvons nous demander si ces modifications de dernières minutes de la part de Barack Obama étaient une bonne chose ? En effet, ces autorisations octroyées par Mr Obama ont été réalisées sur base juridique de ce qu'on appelle un « décret présidentiel ». Le président agit dans ce cas comme un législateur. Cependant, les décrets présidentiels peuvent être annulés par un tribunal, par une nouvelle loi ou par de nouveaux décrets présidentiels.

Nous verrons dans la dernière partie de ce mémoire consacrée à l'arrivée de Donal Trump à la présidence des Etats-Unis que le nouveau président peut donc revenir en arrière et supprimer facilement les modifications de lois précédemment accordées aux citoyens américains.

CHAPITRE 5 :

CUBA ET L'ESSOR DU SECTEUR DU TOURISME

5.1. Historique du tourisme sur l'île

En 1930, le nombre total de touristes à Cuba est estimé à 80 000 (dont 68 000 américains). En 1950, c'est entre 275 000 et 350 000 touristes américains qui ont visité Cuba. En 20 ans, le chiffre a donc quadruplé. La plupart venaient à Cuba pour réaliser des activités bannies dans leur pays tel que jouer au casino ou encore consommer de l'alcool librement.

Une fois Fidel Castro arrivé au pouvoir, et avec le rapprochement avec l'Union soviétique, on aurait pu imaginer que le nombre de visiteurs de l'Union aurait augmenté mais il n'a malheureusement jamais dépassé la barre de 30 000 visiteurs par an. La chute de l'URSS a toutefois bouleversé l'économie cubaine qui comptait majoritairement sur des subsides du bloc qui pouvaient atteindre 3 à 4 milliards de dollars.

En 1982 et afin de promouvoir Cuba comme pays de destination privilégié des touristes, une première loi cubaine relative aux investissements étrangers fut signée. La « Decree Law 50 » qui autorise la création de « joint-venture » avec des entreprises étrangères, tout en régulant leur mise en place. En supplément, le gouvernement investit également quelques 3,5 milliards de dollars pour booster le secteur du tourisme.

Depuis 1994, le tourisme remplace l'exportation du sucre de canne qui fut autrefois la vache à lait du pays. A cette période, les investissements dans les hôtels de Cuba atteignaient 500 millions de dollars.

En 1998, le revenu brut du tourisme atteignait des chiffres impressionnants : 8,1 milliards de dollars. Le gouvernement cubain veut miser plus sur le secteur du tourisme y voyant une opportunité de croissance pour le pays. Il justifie cette volonté d'investissement dans le tourisme par le fait qu'il pourrait entraîner d'autres développements pour le pays tels que la production de nourriture, le développement de l'infrastructure (construction et transport) ainsi que la télécommunication.

Bien entendu, un développement très important du tourisme est une bonne chose pour Cuba à condition que les infrastructures suivent de près ce développement et l'accompagnent. Dans le cas contraire, l'essor du tourisme pourrait s'en retrouver impacté. Nous aborderons cet élément dans le chapitre suivant.

En parallèle du tourisme, notons l'importance de l'émigration cubaine après la révolution communiste dans l'apport de ressources financières étrangères à Cuba. Selon Havana Consulting Group and Tech, la totalité des versements d'argent de cubains expatriés aux Etats-Unis vers leurs familles restées au pays a atteint 3,4 milliards de dollars en 2016 ce qui représente une augmentation de 2,7% par rapport à 2015. L'un des facteurs pouvant expliquer cette augmentation est la relance des vols commerciaux entre les Etats-Unis et Cuba établie en septembre 2016.

5.2. La structure de l'industrie du tourisme à Cuba

L'industrie du tourisme sur l'île est règlementée par le ministère du tourisme mais également d'autres ministères tels que le ministère du travail ou la sécurité sociale mais aussi le ministère des forces armées (MINFAR).

L'entreprise de Holding (Inmobiliarias) est officiellement propriétaire de l'ensemble des buildings accueillants des hôtels et est ainsi responsable de la maintenance de ceux-ci.

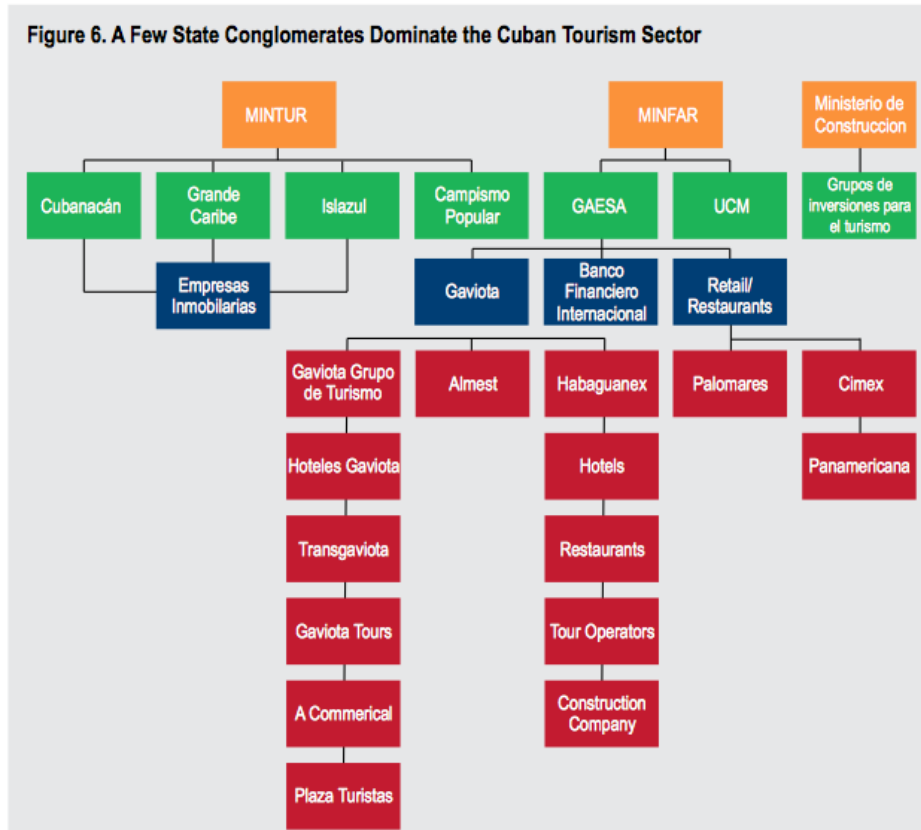
L'état cubain octroie en fait le droit d'usufruit à long terme à la société Inmobiliarias car légalement seul l'état est propriétaire des terrains à Cuba.

Comme nous le voyons, l'état est donc un acteur majoritaire dans la gestion du tourisme de l'île. Cependant, il y a toutefois certains sous-secteurs dans lesquels l'état n'a pas un contrôle total comme la restauration, la location de chambres privées ou les travaux exercés de manière indépendante (chauffeurs de taxi ou encore certaines entreprises de constructions privées).

Notons qu'en 2014, sur les 71 000 logements touristiques disponibles, à peu près 16 000 seraient des offres privées ce qui représente à peine 22,5%.

L'ensemble des hôtels à Cuba est en effet géré par quelques SOE (« State-Owned enterprises »).

Gaviota est responsable de 40 % de la capacité totale des chambres de Cuba, Cubanacán détient 24% et Gran Caribe 19%. Afin d’avoir une meilleure compréhension du fonctionnement du système, voyons ci-dessous un graphique résumant les SOE et de quel ministère ils dépendent :



23

Il est toutefois possible pour des entreprises étrangères de participer au développement touristique de Cuba en formant une collaboration avec ces SOE.

3 collaborations sont possibles:

1) La formation d’une « joint venture »

La « joint venture » est la forme juridique la plus utilisée dans le cadre d’investissements étrangers à Cuba. Pour créer une « joint venture », il est nécessaire qu’une entreprise étrangère et un partenaire cubain se mettent en société. Dans ce type de société, les responsabilités sont partagées ainsi que les parts. Dans la plupart des « joint ventures » qui existent à Cuba, le SOE détient la majorité des parts (51%) mais d’autres cas sont tout à fait possible.

²³ FEINBERG, r. Et NEWFARMER, r. (2016), *Tourism in Cuba – Riding the wave toward sustainable prosperity*, FIU Kimberly Green Latin American and Caribbean Center

2) La signature d'un contrat de gestion et de service (contrat d'association économique international)

La deuxième possibilité est d'établir un partenariat qui n'aura pas de personnalité juridique distincte. Ce partenariat doit être créé entre minimum deux partenaires (un Cubain d'un part et un étranger d'autre part). Ce contrat doit définir les lignes directrices du partenariat, à savoir les droits et obligations de chacune des parties.

Ce genre de partenariat est fréquent dans la gestion hôtelière. L'entreprise étrangère est alors souvent en charge de la gestion quotidienne de l'hôtel (du point de vue administratif et opérationnel) et recevra en échange un montant annuel fixé au préalable souvent agrémenté d'une prime aléatoire en fonction de la performance de l'hôtel.

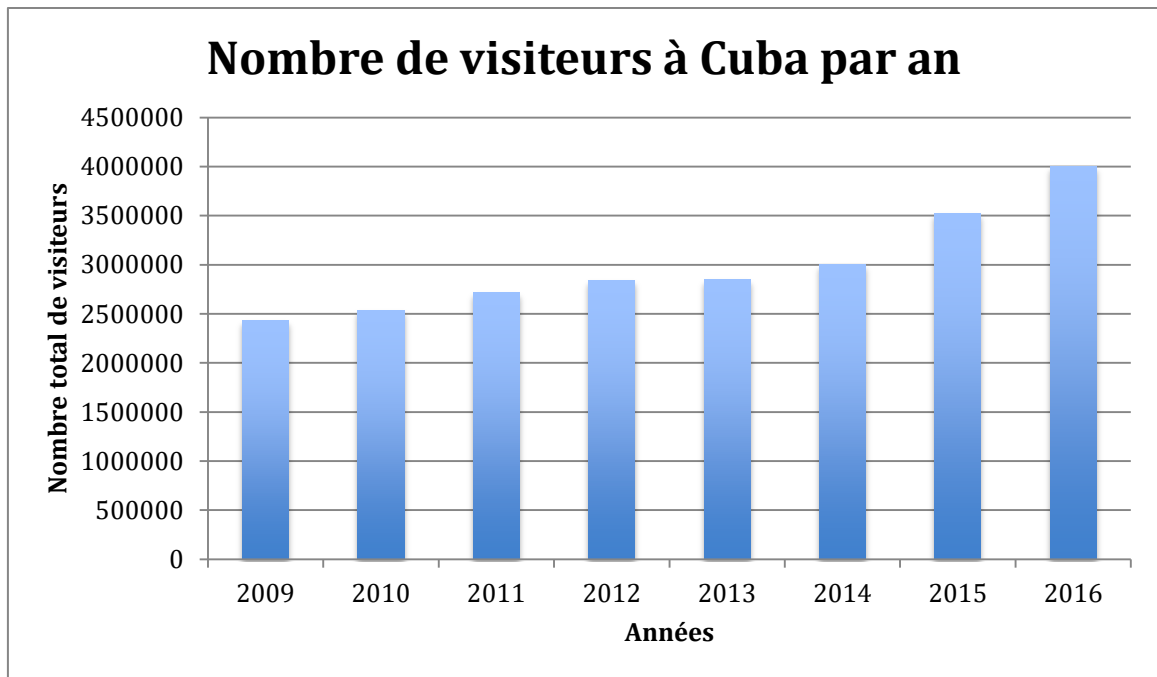
3) La création d'une entreprise étrangère avec plein propriété

L'investisseur étranger est dans ce cas-ci responsable de la gestion de l'entreprise en respectant l'ensemble des règles et obligations imposées par le gouvernement cubain sans aucune forme d'aide. Cette solution est donc plus risquée pour un investisseur étranger ayant peu de connaissances du système juridique cubain ce qui pourrait lui valoir de lourdes amendes en cas de non respect des règles en vigueur.

5.3. Le tourisme en pratique à Cuba : analyses chiffrées²⁴

Comme expliqué dans les chapitres précédents, Cuba compte de plus en plus sur ce nouveau secteur pour booster son économie. C'est en effet un secteur en pleine croissance dont il faut profiter. Comme vous pouvez le voir sur le graphique ci-dessous, le nombre de visiteurs à Cuba, tous pays confondus, ne cesse d'augmenter depuis 2009. L'augmentation a été stable jusque 2014 avant de croître fortement en 2015 et 2016.

²⁴ L'ensemble des données de cette partie provient de "Oficina Nacional de Estadísticas, Anuario Estadístico de Cuba", La Habana: <http://www.one.cu>



25

En 2017, le pays s'apprête à accueillir 4,1 millions de visiteurs ce qui représenterait encore une évolution positive par rapport à 2016.

Afin de pouvoir établir une catégorie de visiteurs « type » et ainsi cibler plus facilement la clientèle majoritaire à Cuba, analysons maintenant plusieurs données statistiques concernant l'ensemble des touristes qui visitent l'île.

A) Les motifs de visite

Les visiteurs arrivent en grande majorité à Cuba pour des vacances, pour se divertir, comme le démontre le tableau ci-dessous :

	Vacances, loisirs, divertissements	Voyages d'affaire ou motivations professionnelles	Autres (événements, soins de santé,...)
2009	2 289 000	12 000	104 000
2010	2 397 000	12 000	98 000
2011	2 578 000	16 000	94 000
2012	2 701 000	17 000	97 000
2013	2 722 000	17 000	97 000

²⁵ Annexe 3

2014	2 861 000	14 000	95 000
2015 ²⁶	1 836 828	8 255	78 220
2016	2 027 972	11 979	107 968

B) Visiteurs par pays d'origine

Pour ce qui est du pays d'origine des visiteurs, ceux-ci étaient en 2014 principalement des Canadiens (1 175 077), des Allemands (139 138), des Anglais (123 910), des Italiens (112 076) ou encore des Français (103 475). Notons que les visiteurs américains ne font pas partie du top 5 avec 91 254 touristes ayant visité l'île en 2014.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Canada	914 884	945 248	1 002 318	1 071 696	1 105 729	1 175 077
Allemagne	93 437	93 136	95 124	108 712	115 984	139 138
Angleterre	172 318	174 343	175 822	153 737	149 515	123 910
Italie	118 347	112 298	110 432	103 290	95 542	112 076
France	83 478	80 470	94 370	101 522	96 640	103 475
USA	52 455	63 046	73 566	98 050	92 348	91 254
Mexique	61 487	66 650	76 326	78 289	84 704	82 820
Venezuela	28 657	30 965	34 096	36 373	45 943	78 839
Espagne	129 224	104 948	101 631	81 354	73 056	77 099
Russie	37 391	56 245	78 472	86 944	70 401	69 237
Argentine	48 543	58 612	75 968	94 691	90 084	68 849
Chili	18 205	17 521	23 527	27 551	35 952	38 500
Colombie	21 287	20 624	24 873	33 343	34 828	37 403
Pays-Bas	33 123	31 787	32 402	35 284	32 165	33 491
Chine	12 352	11 247	14 749	18 836	22 218	28 239
Suisse	15 339	16 095	18 143	20 254	20 992	23 880
Pérou	14 708	16 049	15 188	19 737	18 528	19 536
Brésil	13 498	14 367	14 507	16 174	17 573	19 513

²⁶ Les années 2015 et 2016 sont calculées sur base des données de janvier à juin (multipliées par deux)

Autriche	12 004	11 486	11 803	13 250	15 201	16 923
Pologne	13 501	12 793	13 972	13 035	13 395	16 569
Belgique	15 722	13 049	14 266	14 414	14 098	15 895
Suède	5 837	6 131	7 055	9 571	10 357	14 698
Portugal	26 055	18 762	13 733	9 148	9 440	14 626
Panama	9 677	9 656	10 347	12 298	12 765	13 277
Norvège	7 202	7 441	8 754	10 743	9 697	10 573
Australie	6 410	6 797	7 115	8 719	9 792	10 340
Uruguay	4 585	5 128	7 009	7 910	8 294	10 258
Total	1 969 726	2 004 894	2 155 568	2 284 925	2 305 421	2 445 495
Autres	460 083	526 851	560 749	553 682	547 331	557 250

Notons la diminution du nombre de touristes américains de 2012 à 2014, à l'inverse une forte augmentation du nombre de visiteurs vénézuéliens, brésiliens ainsi que chinois.

A savoir que ces nationalités précédemment citées ont des attentes et des exigences bien différentes les unes des autres. Il est nécessaire de bien connaître ses visiteurs et leurs désirs afin de pouvoir répondre au mieux à leurs desideratas et d'assurer la continuité du développement du secteur. Cette information est d'une importance capitale pour les acteurs du secteur touristique qui souhaitent se démarquer de la concurrence qui risque de devenir de plus en plus forte mais également d'assurer une qualité de service répondant aux diverses attentes et de former son personnel en conséquence.

C) Age et sexe

En 2016, les visiteurs se répartissaient en fonction de leur âge et du sexe de la manière suivante :

	Féminin	Masculin	Total
De 15 à 24 ans	86 424	64 882	151 306 (7,04%)
De 25 à 44 ans	349 112	342 645	691 757 (32,21%)
De 45 à 59 ans	324 739	323 061	647 800 (30,16%)
60 ans et +	324 104	332 952	657 056 (30,59%)
Total	1 084 379 (50,49%)	1 063 540 (49,51%)	2 147 919

De l'ensemble de ces informations, nous pouvons en déduire un certain « visiteur type » :

Ce visiteur est âgé de plus de 25 ans, il est aussi bien masculin que féminin (nous pouvons peut-être penser qu'il s'agit éventuellement d'un couple) qui visite l'île pour des vacances dans le but de se divertir. Il provient majoritairement du Canada et de l'Union européenne (Allemagne, Angleterre, Italie, France).

Sur base de ces informations, le secteur touristique peut aisément adapter ses offres (hôtellerie, activités, restauration,...) en fonction de ce « client type » tout en étant certain de plaire à une grande majorité des visiteurs. Nous verrons dans le chapitre suivant le type d'hébergement privilégié par ces visiteurs car c'est une information qui pourra également servir à mieux cibler la clientèle.

CHAPITRE 6 :

LES INFRASTRUCTURES DE L'ÎLE

6.1. Un besoin vital d'améliorations de certains réseaux de distribution

Les infrastructures telles qu'elles existent aujourd'hui à Cuba ne peuvent pas faire face à l'accroissement du nombre de touristes, que ce soit en terme de distribution d'électricité, d'eau ou encore d'internet.

Du point de vue de l'électricité sur l'île, l'ensemble des infrastructures actuelle fonctionne en sous capacité. Elles ne sont donc pas en mesure de produire la quantité suffisante au bon fonctionnement du système électrique du pays.

L'embargo américain a toujours représenté un frein au développement du réseau électrique de l'île qui fait face à des difficultés en terme d'acquisition de matériel depuis l'étranger. L'île a bien tenté de produire certaines pièces directement sur place mais n'avait pas accès aux matières premières nécessaires à la production. A cela vient s'ajouter un manque de ressource financière. Notons que Cuba dispose d'accès très limité aux crédits internationaux. Nous ne nous étendrons pas sur ce sujet, ne faisant pas partie du but premier de ce mémoire.

Au niveau de la fourniture en eau potable, Cuba est encore à la traîne. En avril 2017, le pays faisait face à une des pires sécheresses jamais connues principalement causée par le manque de pluie mais aussi et surtout par des infrastructures en mauvais état. En effet, plus de la moitié des ressources disponibles en eau ne peuvent pas être acheminés vers les ménages à cause du système de drainage défectueux. Dans certaines parties isolées du pays (dans la vallée de Los Ingenios par exemple), les familles n'ont accès à l'eau courante qu'une fois tous les 5 jours et pour quelques heures seulement.

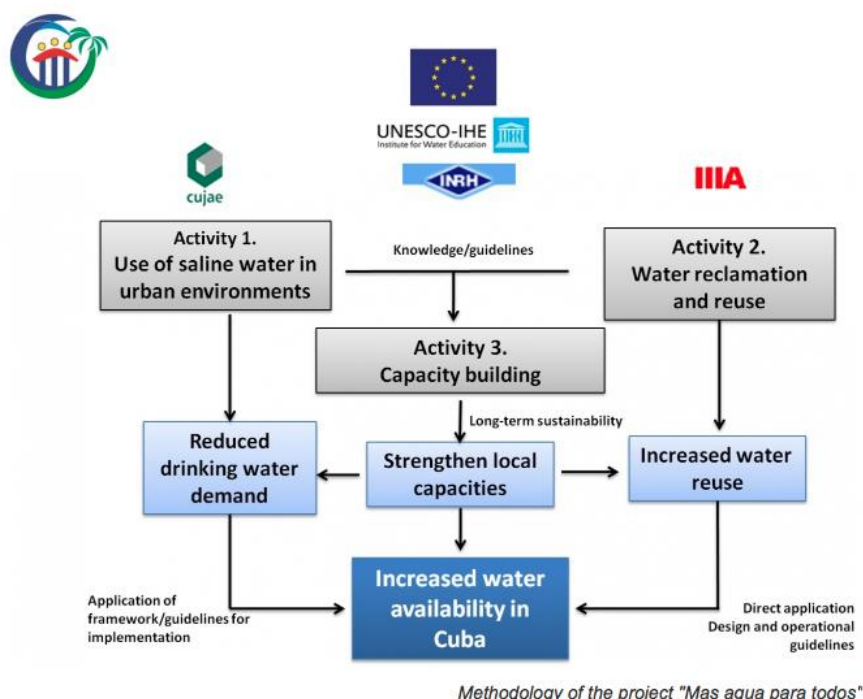
En 2014, la capacité totale en eau que Cuba pouvait fournir était estimée par le gouvernement à 6,5 milliards de mètres cubes par an. Mais ce chiffre peut être rapidement revu à la baisse notamment si le taux de précipitation est relativement faible. La production réelle en 2014 s'établirait à seulement 3 milliards de mètres cubes ce qui représente par habitant 1220 mètres cubes par an. Ce chiffre n'atteint malheureusement pas les 1500 mètres cubes qui sont considérés par l'UNESCO comme le minimum requis pour toute population.

Sans oublier que le système d'évacuation des eaux usées est lui aussi obsolète. A peine 19%²⁷ des eaux usées sont traitées avant d'être rejetées.

En 2010, L'UNESCO a d'ailleurs lancé un projet appelé « Mas Agua Para Todos » qui a pour but d'augmenter la quantité d'eau fournie aux ménages cubains en jouant sur deux points critiques :

- 1) Tenter de diminuer la demande globale en eau potable ;
- 2) Améliorer les possibilités de traitement des eaux usées tout en protégeant l'environnement.

Voyons ci-dessous un schéma expliquant la mise en œuvre du projet :



28

Ce projet a débuté en septembre 2013 avec un budget global de 1 187 338 d'euros.

Comme nous l'avons vu précédemment, Cuba a la volonté d'accroître sa capacité d'accueil de touristes et de développer ce secteur porteur pour l'économie. Cependant, sans une meilleure gestion de l'ensemble de ses infrastructures, l'île ne pourra plus faire face à l'augmentation constante du nombre de voyageurs. Comme nous le verrons dans le point suivant, les touristes étrangers choisissent de préférence des hôtels avec un minimum de 4 étoiles et s'attendent

²⁷ "Alleviating water scarcity in Cuba" – Carlos Lopez Vazquez (2014): <http://chinawaterrisk.org>

²⁸ Site officiel de l'UNESCO – <http://en.unesco.org>

donc en conséquence à des services irréprochables. Avec un accès à l'eau et à l'électricité qui devient de plus en plus difficile, il n'est pas certain que les établissements hôteliers puissent encore augmenter longtemps leur capacité d'hébergement. Les infrastructures représentent donc un point sensible pour Cuba sur lequel il faut agir sans perdre de temps, en investissant des montants conséquents.

6.2. Point sur les types d'hébergements offerts par Cuba

D'un point de vue des hébergements choisis par les touristes, voyons ci-dessous ceux qui ont le plus la cote. Nous n'allons pas ici analyser l'évolution des années 2009 à 2014 comme pour les analyses chiffrées précédentes. L'évolution étant très stable, nous allons donc nous concentrer sur l'année 2014 seulement. Le tableau ci-dessous reprend le nombre de touristes internationaux en fonction du type de logement choisi pour l'année 2014 :

²⁹	2014
<u>HOTELS</u>	
Hôtel 5 étoiles	1 057 741
Hôtel 4 étoiles	1 897 699
Hôtel 3 étoiles	249 665
Hôtel 2 étoiles	171 890
Hôtel 1 étoile	10 414
Motel	1 851
Hôtel-Appartement	5 079
Auberge de jeunesse	18 142
<u>AUTRES</u>	
Maison et Chalet	14 090
Camping	2 230
Villa touristique	115 101
Autres	3 286
<u>TOTAL</u>	3 547 188

²⁹ "Oficina Nacional de Estadísticas, Anuario Estadístico de Cuba", La Habana: <http://www.one.cu> - 11 juillet 2017

Nous retirons de ces chiffres que ce sont les hôtels 4 étoiles qui ont le plus de succès suivis des hôtels 5 étoiles. Les voyageurs sont donc à la recherche de confort et de luxe lorsqu'ils voyagent à Cuba.

Il est cependant important de noter que d'un autre côté, les établissements choisis par les touristes locaux ne sont pas les mêmes que ceux choisis par les touristes étrangers. Nous voyons dans l'annexe 4 que les établissements privilégiés pour des séjours d'une nuit sont d'abord les maisons et chalets suivis des hôtels 3 étoiles et loin derrière les hôtels 2 étoiles.

Les informations citées ci-dessus peuvent servir d'aide aux nouveaux établissements étrangers ou locaux voulant s'implanter sur l'île. En fonction, du type de clientèle ciblé, l'investisseur a une meilleure idée de l'établissement à mettre sur pied pour que celui-ci réponde au mieux aux attentes des voyageurs. Bien entendu, cela met également en avant les attentes différentes entre locaux et touristes étrangers.

6.3. Le développement d'un nouveau mode de logement sur l'île

Les « Casas Particulares » (Bed and Breakfast) font partie de ces nouveaux modes de logement à Cuba qui prennent de plus en plus d'ampleur au fil du temps. Le nombre de B&B à Cuba atteindrait les 22 000. Ces nouveaux modes de logement rapportent beaucoup d'argent aux particuliers cubains. Il semblerait même que certains d'entre eux n'hésitent pas à revendre leurs biens propres (comme des voitures par exemple) pour acheter une chambre ou un studio et le mettre en location.

Ces investissements impactent positivement les infrastructures immobilières car elles font souvent l'objet d'une remise à neuf.

Ce nouveau mode de logement est destiné à évoluer rapidement notamment grâce à l'arrivée de Airbnb. En effet, jusqu'en 2015, aucun propriétaire cubain ne pouvait louer son logement via la plateforme du site. Pour rappel, Airbnb a été créé en 2008 dans le but de mettre en relation des personnes disposant d'un bien qu'ils souhaitent mettre à disposition à des personnes cherchant à louer un bien pour une plus ou moins longue durée.

C'est grâce aux rapprochements opérés par Barack Obama entre les Etats-Unis et Cuba que le créateur de Airbnb (Brian Chesky) a déclaré officiellement en avril 2015 sur son compte Twitter :

*“Our mission is to allow you to belong anywhere. Today, that includes Cuba”*³⁰

L'accès à Airbnb aux habitants de Cuba était jusque là interdit par l'OFAC³¹ (US Office of Foreign Assets Control). L'OFAC a pour mission de faire appliquer diverses sanctions qu'elles soient économiques ou commerciales envers des pays étrangers ou encore certains types de régimes. L'OFAC a été créé en 1950 suite à la participation de la Chine dans la guerre de Corée.

Seulement 3 mois après le lancement officiel, le nombre de logements proposés dépassait déjà la barre des 2 000 annonces.

Airbnb représente une nouvelle opportunité de logement sur l'île pour les visiteurs de plus en plus nombreux. Le prix de ce type de location est également un avantage considérable qui pourrait tenter bon nombre de nouveaux voyageurs en quête d'aventures à bas prix de voyager sur l'île. Les prix sont d'environ 23 euros/nuit pour une chambre individuelle à La Havane et plus ou moins 37 euros/nuit pour une chambre individuelle à Varadero³².

Ce nouveau type de logement est également une opportunité de revenus pour les propriétaires désireux de louer tout ou une partie de leur bien. En effet, le salaire moyen d'un Cubain en 2015 était de 687 pesos cubains³³ (614,31 € au taux du 26 juin 2016).

Mais il est important de prendre en considération une barrière importante pour les propriétaires : la connexion internet.

Alors que Cuba reste l'un des pays du monde les moins connectés à internet, la tendance semble toutefois évoluer. En effet, depuis l'été 2015, le gouvernement cubain a créé 240³⁴ points publiques de connexion WIFI. N'oublions néanmoins pas que le réseau internet à Cuba reste contrôlé par le gouvernement qui peut en modifier l'accès à tout moment.

³⁰ Déclaration de Brian Chesky sur Twitter: <http://twitter.com>

³¹ US Department of the treasury : <https://www.treasury.gov> - 12 juillet 2017

³² Analyse faite sur le site www.Airbnb.be (moyenne calculée sur base de la première page de recherche pour une chambre individuelle pour la période du 19 au 26 août 2017)

³³ “Oficina Nacional de Estadísticas, Anuario Estadístico de Cuba”: <http://www.one.cu> - 11 juillet 17

³⁴ Article par Andrea Rodriguez (2017) : <https://phys.org> - 13 juillet 2017

L'île est en bonne voie sur ce point, mais il reste encore beaucoup à faire pour rattraper le retard accumulé depuis de nombreuses années. Internet reste un point important sur la liste des desideratas des voyageurs étrangers d'une part mais également pour les locaux désireux de louer leurs biens en ligne d'autre part.

Cependant, il est important de noter que la loi cubaine n'est pas en faveur du développement de ce type de logement car à Cuba les habitants ne peuvent posséder que 2 résidences : une maison principale et une résidence de vacances. Les Cubains doivent donc trouver des subterfuges pour gagner de l'argent via Airbnb par exemple. C'est ainsi que beaucoup achètent des studios ou appartements et les inscrivent au nom de leur femme ou autre membre de la famille pour palier à cette loi.

En plus de rénover certains bâtiments tombés en ruine, ce nouveau type de logement amène certains touristes à visiter des endroits de l'île encore inconnus du grand public et peu développés. L'opportunité de développement de certains endroits reculés de Cuba est donc importante et non négligeable pour la population. Nous pensons donc que Cuba doit mettre en avant ce nouveau type de logement plutôt que d'en restreindre son utilisation. Il est bénéfique pour la population qui peut en retirer un avantage financier important, pour les voyageurs étrangers qui découvrent des endroits peu connus de l'île à bas prix, et également pour le gouvernement cubain qui voit ses immeubles remis à neuf.

6.4. Nouveau défi à relever : développer les modes de transport

Autre problème auquel Cuba va devoir remédier: le développement du réseau de transport. Au vu de l'accroissement du nombre de touristes sur les dernières années, il est vital pour l'île d'améliorer les possibilités de transport offertes aux touristes mais également aux locaux afin d'éviter un engorgement des voies principales existantes.

Cuba a vu ses infrastructures se développer rapidement dans les premières années de la révolution cubaine. Malheureusement, le développement fut fortement impacté par la chute du bloc soviétique dans les années 1990, qui comme nous l'avons déjà dit aidait financièrement Cuba dans ses investissements.

Cuba dispose toutefois déjà d'une main d'œuvre qualifiée pour assurer le développement du réseau de transport nécessaire à l'île. Voyons ci-dessous, une répartition des Cubains ayant fait des études en relation avec le transport, en fonction du type de diplôme obtenu :

- To Grade 9 (équivalent de l'école secondaire inférieur en Belgique): 17 498 personnes
- Grades 9 to 12 (équivalent à l'école secondaire supérieur en Belgique): 26 754 personnes
- Middle Technicians (équivalent à un bachelier technique en Belgique): 24 179 personnes
- University Graduates: 8 194 personnes

La route :

A peu près 60 000 km de routes existent à Cuba dont seulement 30% étaient goudronnées en 2007.

La route est le moyen le plus utilisé pour transporter des marchandises devant le transport ferroviaire. En 2014, 41 383 000 tonnes de marchandises ont été transportées par les routes cubaines contre 16 892 800 tonnes par le chemin de fer.

Cependant, afin de faire face à l'augmentation du nombre de touristes et en conséquence à une probable augmentation du nombre de marchandises transportées, le réseau routier cubain doit être modernisé, les routes bétonnées et la sécurité renforcée.

Le train :

Le train fait également partie des moyens de transport disponibles à Cuba qui fut d'ailleurs le premier pays au monde à disposer du chemin de fer. Les premières voies ont été construites en 1837 pour amener le sucre vers les ports côtiers en vue de son exportation. En 2014, on dénombrait 8 367 kilomètres de voies ferrées dont seulement 105 électrifiées. Le train est utilisé par les locaux, les touristes et pour le transport de marchandises, mais il est très souvent considéré comme peu fiable et très lent.

En novembre 2016, l'entreprise russe Tvervagonnostroitelny Zavod et l'entreprise cubaine Tradex ont signé un accord d'achat pour 68 trains passagers. Cet accord voit le jour suite à la création d'un programme de développement du chemin de fer cubain. En juillet 2016, le gouvernement cubain a en effet annoncé son souhait d'investir 1,3 milliards de dollars dans la mise à jour de l'ensemble du système ferroviaire d'ici à 2021.

Les ports :

Un total de 30 ports existe à Cuba parmi lesquels le plus récent et le plus important : le port de Mariel.

Mariel est une ville cubaine située à 30 kilomètres de La Havane, au nord ouest de Cuba. Le port est stratégiquement situé à l'entrée du golf du Mexique mais également à seulement 400 kilomètres de Miami.

Auparavant le point de sortie de nombreux émigrés cubains, le port est aujourd'hui une vaste zone de libre-échange disposant d'une capacité annuelle allant jusqu'à un million de containers. L'objectif du port est d'accroître les infrastructures, augmenter le nombre d'exportations tout en réduisant les importations mais également de mettre sur pied des projets de hautes technologies créant un maximum d'emplois à Mariel.

A travers ce point sur le transport, nous voyons que Cuba investit déjà dans certaines infrastructures logistiques notamment les ports mais de nouveaux investissements restent toutefois nécessaires pour mettre à jour les routes ou encore les voies ferrées de l'île par exemple. Ces financements sont nécessaires d'une part pour assurer le bien être de la population mais également pour faire face à l'accroissement du nombre de visiteurs étrangers sur l'île et de la volonté de l'île de redevenir un point de transbordement majeur.

Certes Cuba pourrait réaliser seul ces investissements, mais le pays ne dispose pas des ressources financières nécessaires. Des potentiels investissements étrangers seraient donc les bienvenus mais encore faut-il savoir si le gouvernement cubain autorise de telles participations financières venant de l'étranger ?

Faisons donc le point dans le chapitre suivant sur les lois établies à ce sujet par Cuba.

CHAPITRE 7 :

LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS A CUBA

7.1. Nouvelle loi cubaine autorisant et régulant les investissements étrangers

Le gouvernement cubain est bien conscient de l'importance des investissements étrangers sur l'île pour mener à bien le développement économique du pays.

C'est pour cette raison qu'en mars 2014, le pays a adopté la loi 118 « loi sur les investissements étrangers ». Cette loi autorise les investissements étrangers sur l'île dans n'importe quel secteur à l'exception de la santé et de l'éducation (de la population et des institutions des forces armées).

En supplément de la loi 118, s'est greffé un certain nombre de lois complémentaires citées ci-dessous³⁵ :

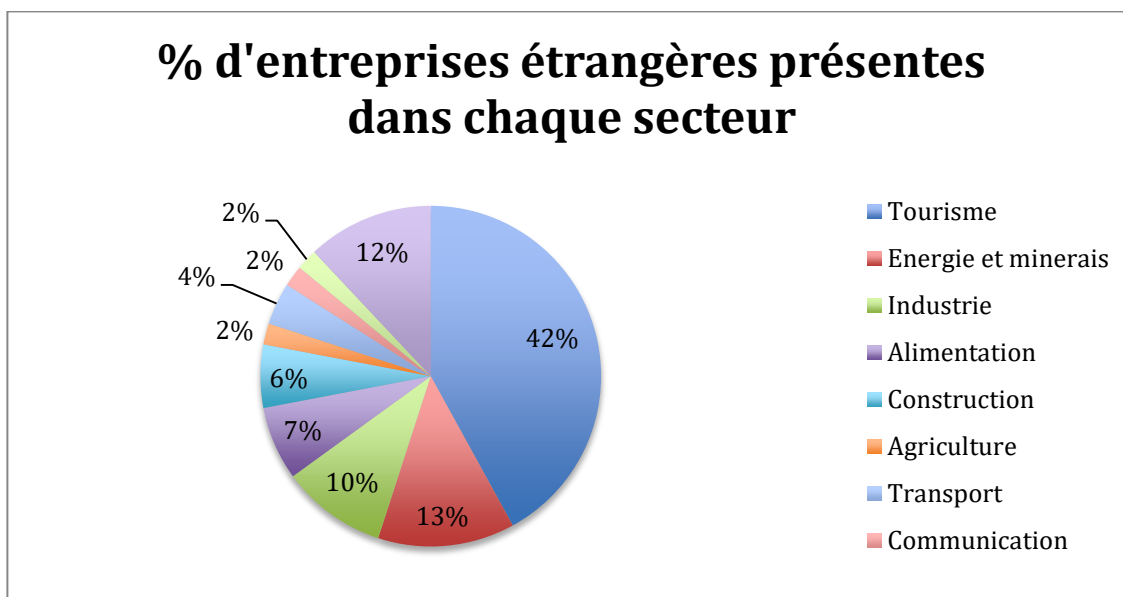
- *“Decree No. 325/2014: “Regulations of the Law of Foreign Investment” of the Council of Ministers*
- *Resolution No. 46/2014 and No. 47/2014 of the Banco Central de Cuba*
- *Resolution No. 128/2014 and No. 129/2014 of the Ministry of Foreign Commerce and Investment*
- *Resolution No. 16/2014 of the Ministry of Labor and Social Security*
- *Agreement No. 7567, May 2014, of the Council of Ministers“*

Ce mémoire n'étant pas un mémoire spécifique droit, nous ne nous attarderons pas sur ces compléments de lois.

En plus de cette loi 118, notons également que Cuba a accepté de signer des accords internationaux avec un grand nombre de pays empêchant la double taxation du pays étranger désireux d'investir à Cuba. Citons parmi les pays qui possèdent ce type d'accord avec Cuba : l'Italie, la Russie, la Chine, le Qatar, l'Ukraine, l'Autriche,...

³⁵ Portfolio of opportunities for foreign investment (by the Cuban Government): <http://www.caribbean-council.org/> - 15 juillet 2017

Voyons ci-dessous les secteurs les plus attrayants pour les pays étrangers en 2013 :



36

Dans le cas où l'entreprise répond aux conditions de formation d'une « joint venture », la loi 118 offre de nombreux avantages en terme de taxation parmi lesquels :

- Les profits réalisés par l'entreprise bénéficient d'un taux de taxation égal à 0% pendant les 8 premières années ;
- L'entreprise est également exemptée de taxe de douane pendant toute la durée de la procédure d'investissement.

Dans le cas où l'entreprise est détenue à 100% par du capital étranger, les lois en matière de taxation sont plus restrictives.

Lors de la mise en place de cette loi 118 en 2014, elle avait pour but de stimuler une croissance économique qui plafonnait à ce moment-là à du 2 %, mais également de réguler la balance commerciale qui comme nous l'avons analysé précédemment est largement déficitaire.

³⁶Portfolio of opportunities for foreign investment (by the Cuban Government): <http://www.caribbean-council.org/> - 15 juillet 2017

La croissance du PIB de Cuba a longtemps eu une évolution en dents de scie depuis de nombreuses années. En 2015, le taux de croissance du PIB atteignait un pourcentage de 4,3 pour retomber malheureusement en 2016 à -0,9.³⁷

Tous ces changements emmenés par la loi 118 sont notamment dus à la passation de pouvoir de Fidel Castro à son frère Raul Castro qui a également, entre autre, autorisé les achats de voitures étrangères sur l'île en janvier 2014.

Toutefois, l'actuel président de Cuba, Raul Castro, a annoncé en juin de cette année la fin de sa présidence. Une première étape vers l'élection de son successeur débutera le 22 octobre prochain par des élections municipales. A la suite, le peuple cubain sera amené à voter pour les membres de l'assemblée nationale qui sera elle chargée d'élire le président et vice-président de l'île.

Ce changement de présidence prend place alors que l'incertitude règne quant aux futures relations entre Cuba et les Etats-Unis qui eux aussi viennent de changer de président il y a quelques mois.

Faut-il s'attendre à ce que Cuba reste aux mains du parti communiste ? Nous ne le saurons pas de suite mais ce qui est certain c'est que l'ensemble de la législation cubaine sur les investissements pourrait être revue par le nouveau président, soit de manière positive pour les entreprises étrangères en facilitant les investissements ou de manière négative en isolant à nouveau l'île des autres pays du globe et de leur aide financière.

7.2. Investissements européens à Cuba

L'Union européenne a mis en place en 2008 un « instrument de coopération au développement » grâce auquel l'UE investit des sommes conséquentes nécessaires au développement de Cuba. Les montants sont investis dans 4 secteurs principaux :

- 21 millions d'euros pour l'agriculture
- 18 millions d'euros pour le développement durable
- 10 millions d'euros pour l'économie
- 5 millions d'euros pour la mise en place de projets sociaux

³⁷ Cuba GDP annual growth rate: <https://tradingeconomics.com> - 15 juillet 2017

Plusieurs entreprises européennes maintiennent déjà des relations économiques avec l'île dont entre autres :

- L'entreprise belge AB-INBEV qui produit 4 types de bières cubaines dans la province de Holguín (est de Cuba) ;
- La société belge BDC Internationale qui investit dans le développement des secteurs des transports, des biotechnologies et des constructions ;
- La chaîne française d'hôtels ACCOR exploite 4 hôtels sur l'île (qui appartiennent cependant à la société d'Etat cubaine Gran Caribe)
- SACE (l'agence italienne de couverture à l'export et aux investissements étrangers) a ouvert de nouvelles lignes de crédit et évalue de nouveaux projets dans divers secteurs clés de l'île.
- 3 entreprises britanniques ont signé des accords dans le secteur du tourisme (golf), de l'énergie et du café. Chacun de ces accords est établi avec un partenaire local.

Comme nous pouvons le voir, plusieurs entreprises sont déjà présentes à Cuba et investissent (la plupart du temps via des partenaires locaux) dans le développement économique de l'île. L'embargo américain n'a donc pas totalement freiné les entreprises européennes motivées par les avantages de l'île. Il est fort à parier que ce type d'investissement augmentera au fil des années si le gouvernement cubain continue à mettre en place des réglementations favorisant les investissements d'entreprises étrangères (via une taxation avantageuse par exemple).

7.3. Investissements américains à Cuba

Les investissements américains à Cuba sont peu nombreux principalement à cause de l'embargo. Cependant, quelques échanges peuvent voire le jour entre les deux pays. C'est ainsi que début 2017, Cuba a annoncé avoir obtenu un accord historique avec les Etats-Unis pour vendre du charbon de bois à une société américaine.

Selon le conseil économique et de commerce entre les USA et Cuba, seulement 93 entreprises possédant un siège social aux Etats-Unis ont déjà effectué des exportations de biens vers Cuba depuis Décembre 2011.

En effet, il est très difficile pour toute personne soumise à la juridiction américaine de commercer ou d'investir à Cuba. Seules les entreprises ayant reçu une autorisation de l'OFAC (Office of Foreign Assets Control) pourront sous certaines conditions exporter des biens depuis les USA vers Cuba.

D'un point de vue touristique, la seule chaîne américaine à être présente sur l'île pour l'instant est Starwood. Après avoir reçu l'autorisation par l'OFAC et par les représentants du gouvernement cubain, la chaîne ouvrira un total de 3 hôtels à Cuba (qui appartiendront à des sociétés d'Etat cubaines : Gran Caribe, Gaviota et Habaguanex).

Le cas de l'entreprise Cleber est toutefois intéressant à expliquer ici. Début 2016, l'entreprise américaine Cleber avait reçu l'autorisation du gouvernement américain d'organiser l'assemblage de tracteurs dans des installations du port de Mariel à Cuba. L'entreprise devait être la première entreprise américaine (avec 100% de capital américain) à investir sur l'île. Cependant début 2017, l'histoire prend un autre tournant lorsque le responsable de Cleber, Berenthal, apprend que le gouvernement cubain a refusé la demande américaine avec comme excuse le fait que la proposition ne répondait pas aux exigences technologiques du port de Mariel ni aux conditions de sécurité des employés. Mais il semblerait que la véritable raison vienne des origines de Berenthal qui est né à Cuba mais vit aux Etats-Unis depuis plus de 55 ans. Il aurait obtenu la résidence permanente à Cuba or le gouvernement cubain rejette tout investissement important effectué par une personne originaire de Cuba vivant sur l'île.

En effet, tout cubain exilé aux Etats-Unis a le choix de ré-établir sa résidence permanente à Cuba mais s'il le fait, il est alors officiellement considéré comme citoyen cubain et est soumis aux lois et règles cubaines.

Ces dernières informations mettent à mal la volonté du gouvernement cubain de recevoir des investissements étrangers mais cela prouve à nouveau le ressentiment des dirigeants de l'île envers les Etats-Unis. A l'inverse des investissements européens, les investissements américains sont très contrôlés (d'une part du gouvernement américain et d'autre part du gouvernement cubain) et ne sont acceptés qu'au compte-gouttes, ce qui laisse ici une opportunité pour les entreprises européennes de combler la non-présence d'entreprises américaines dans des domaines clés.

CHAPITRE 8 :

DONALD TRUMP AU POUVOIR : VERS UN RENFORCEMENT DE L'EMBARGO ?

8.1. Ce que le président Trump veut pour Cuba

Le 16 juin 2017, le nouveau président des Etats-Unis, Donald Trump, entame un discours qui dévoilera les modifications politiques qu'il souhaite mettre en place à l'égard de Cuba. Ce discours, il choisit de le prononcer à Miami en Floride. L'état ne fut bien entendu pas sélectionné au hasard mais plutôt pour une raison bien particulière.

En effet, le nombre d'immigrés cubains aux Etats-Unis est passé de 608 000 en 1980 à 1 146 000 en 2015. Les USA représentent le pays qui a accueilli le plus d'immigrés cubains suivis de très loin par l'Espagne, l'Italie, Puerto Rico, le Mexique et le Canada.

Il s'avère que l'état qui compte le plus grand nombre d'immigrés cubains est la Floride avec un total de 77% en 2013 (voir la carte en annexe 5 partie 2).

Mr Trump choisit également souvent la Floride pour y réaliser ses discours car c'est également dans cet état que le président a élu domicile (avant de déménager à la Maison Blanche), à Palm Spring plus exactement.

Revenons-en au discours de Mr Trump. Après avoir mis en avant la beauté de la communauté américano-cubaine, le président explique alors qu'il veut libérer Cuba appelant la population cubaine présente aux Etats-Unis à dénoncer le régime brutal des frères Castro. Donald Trump rappelle également les faits et événements négatifs qui se sont passés sous la présidence de Fidel Castro (entre autre le fait de détenir des armes nucléaires d'ennemis ou encore d'expédier des armes en Corée du Nord).

Selon le nouveau président, la suppression de précédentes restrictions sous la présidence de Barack Obama n'a pas aidé les Cubains. Mais cela va changer, car comme il dit « *WE HOLD THE CARDS* ». ³⁸ Il a le pouvoir de faire changer les lois précédemment mises en place et c'est ce qu'il compte faire pour le bien du peuple cubain comme indique Mr Trump.

³⁸ Discours du président Donald Trump le 16 juin 2016 – Manuel Artime Theater in Miami, Florida:
<https://www.whitehouse.gov>

Pour rappel et comme expliqué précédemment, le président Obama a octroyé la possibilité de voyager à Cuba à une douzaine de catégories d'américains. Seulement, ces modifications de lois ont vu le jour sous la forme de décrets présidentiels qui ont comme spécificité de pouvoir être abrogés par de nouvelles lois ou de nouveaux décrets présidentiels.

Concernant le tourisme, il insiste sur le fait que les avancées opérées par Barack Obama ne profiteraient qu'à l'armée. En conséquence, le président Donald Trump déclare :

« *Therefore, effective immediatly, I am cancelling the last administration's completly one-sided deal with Cuba* »³⁹.

L'administration de Donald Trump veut une meilleure gestion de la relation Cuba-USA qui profiterait aux deux pays. Pour ce faire, de nouvelles politiques de renforcement des lois américaines seront mises en place. Il souhaite également faire libérer tous les prisonniers politiques avant de penser à une levée des sanctions. Il va également faire respecter les interdictions de voyager à Cuba, et plus généralement les lois de l'embargo.

Il souhaite également que les investissements réalisés à Cuba profitent à qui de droit et non pas aux représentants du régime castriste. Toutefois, il précise que l'ambassade des Etats-Unis à Cuba restera ouverte.

Son discours se terminera par cette phrase : « *may God bless everyone searching for freedom, may god bless Cuba. May god bless the United States of America and god bless you all* ».

8.2. En quoi la décision de Donald Trump est-elle bénéfique pour l'Europe ?

Il ressort du discours prononcé par Donald Trump le 16 juin 2017 qu'aucun effort de la part des Etats-Unis ne sera concédé envers Cuba tant que l'île n'aura pas fait preuve d'un minimum de démocratie dans sa gestion politique et commerciale du pays.

Sous l'ère Obama, nous aurions donc pu penser à un rapprochement bilatéral entre Cuba et les Etats-Unis qui, en une élection, semble complètement disparaître. Certes, ce nouveau revirement de situation va avoir un impact important sur les américano-cubains qui s'étaient vu octroyer de nombreuses facilités pour voyager mais également pour les Cubains qui entrevoyaient une possibilité de sortir de ce régime castriste.

³⁹ Discours du president Donald Trump le 16 juin 2016 – Manuel Artime Theater in Miami, Florida: <https://www.whitehouse.gov>

Au détriment de ces deux catégories de citoyens citées précédemment, il faut avouer que l'arrivée de Donald Trump au pouvoir et la mise en place de nouvelles règles ou plutôt l'application des règles déjà en vigueur vis-à-vis de Cuba pourraient bien tourner à l'avantage d'autres nations.

Nous avons vu plus haut que Cuba a beaucoup à offrir en termes d'investissements dans le secteur du tourisme notamment mais également dans bons nombres de secteurs adjacents. Le nombre de touristes ne cesse d'augmenter mais le développement de l'ensemble des infrastructures de l'île ne suit pas. Ces possibilités sont à saisir pour l'Europe par exemple ou encore certains pays d'Asie désireux d'investir dans le nouveau « Mexique » du golf.

L'Europe a en effet beaucoup à gagner en investissant sur l'île. En l'absence des Etats-Unis, les portes sont ouvertes à d'autres pays soucieux du développement de Cuba et désirant profiter de cette aubaine. En concurrence avec les Etats-Unis, l'Europe aurait eu plus de mal à se démarquer, notamment à cause de la distance géographique. Certes, l'embargo pèse sur l'Europe pour certains aspects financiers par exemple mais cela n'a pas empêché plusieurs entreprises européennes à déjà être présentes sur l'île, cela ne devrait donc pas en stopper de nouvelles à sauter le pas et à investir à Cuba qui a cruellement besoin d'aide pour faire face au boom du secteur du tourisme.

8.3. Avis de du représentant de l'AWEX à Cuba (annexe 6)

Nous avons souhaité poser la question à une personne habituée aux relations économico-commerciales de Cuba, monsieur Dias de Sousa. Selon lui, les présidents américains n'ont pas de réels impacts sur la gestion de leur pays ni même sur les relations entretenues avec l'étranger. En effet, il estime que ce n'est pas le président qui dirige mais les lobbies (militaire, pétrolier mais également la CIA,...) donc que ce soit Donald Trump ou un autre président, cela ne changerait pas grand chose. Les Cubains n'attendent d'ailleurs rien de la part du nouveau dirigeant américain car ils savent que la situation n'est pas prête de changer.

Selon Mr Dias de Sousa, « l'histoire cubaine nous montre qu'au plus la communauté internationale met la pression sur le gouvernement cubain, au plus celui-ci se referme sur lui-même ». Cependant, il pense qu'il ne faut pas avoir peur de la décision du nouveau président de revenir en arrière car Cuba fait de plus en plus preuve d'ouverture au monde extérieur et

continue de favoriser les investissements étrangers dans les secteurs jugés nécessaires (infrastructures, tourisme, services, agro-alimentaire santé, ...)

CONCLUSION

Pour conclure ce mémoire sur les opportunités d'investissement dans le secteur du tourisme pour l'Europe à Cuba, nous tenons à dire que les entreprises étrangères ont face à elles de nombreux choix possibles comme nous avons pu le voir à travers cet écrit. Le tourisme fait partie des secteurs les plus dynamiques à Cuba, enregistrant un développement important ces dernières années.

En effet, les touristes étrangers arrivent en masse pour découvrir la beauté de l'île de Cuba longtemps mise de côté par les voyageurs. Cette arrivée massive engendre beaucoup de changements pour le pays qui doit adapter ses infrastructures en conséquence. De nouveaux hôtels sont construits pour répondre à la demande grandissante, les restaurants se développent, les ports sont agrandis,... Ces changements profitent à de nombreux Cubains mais peuvent également bénéficier aux entreprises étrangères.

Du côté cubain, cela permet de donner du travail aux entreprises locales, le secteur agro-alimentaire se développe également sans oublier les nombreux emplois que cela crée pour la population cubaine. Du côté des entreprises étrangères, elles peuvent aussi saisir cette opportunité et investir dans la gestion d'hôtels, très prisée des chaînes hôtelières européennes. Mais il ne faut pas oublier le point noir de ce secteur, qui reste la main prise du gouvernement cubain sur l'ensemble des hôtels de l'île qui sont détenus par quelques SOE (« State-Owned entreprises »).

Outre les hôtels, d'autres opportunités adjacentes voient le jour suite justement à cette forte augmentation de touristes sur l'île : la mise à jour des infrastructures.

Les bâtiments, le réseau électrique, les transports, la distribution d'eau,... tous ces éléments majeurs font défauts à Cuba et pourraient un jour représenter une réelle barrière à la continuité du développement du secteur touristique. Sans amélioration, l'île ne pourra pas faire face aux projections d'augmentation du nombre de touristes dans les années à venir comme l'espère le gouvernement. Il y a là aussi des opportunités pour les entreprises étrangères. Encore faut-il s'associer à l'entreprise locale qui va vous ouvrir les bonnes portes.

Car oui, les investissements étrangers sur l'île bénéficient de réduction de taxes mais à condition d'avoir au départ formé une entreprise conjointe avec une entité locale.

Le gouvernement cubain est certes prêt à faire des efforts pour ouvrir le pays vers l'extérieur mais pas à n'importe quel prix. Il est conscient du potentiel du secteur du tourisme et veut pouvoir obtenir la plus grosse part du gâteau. Il ne faut également pas oublier l'historique politique de l'île qui, comme nous avons pu le voir à travers certains discours de l'actuel président, n'est pas prêt de changer. Toutefois, le départ de Raul Castro pourrait encore avoir un nouvel impact sur cette ouverture extérieure.

Enfin, les relations économiques et diplomatiques ont toujours été difficiles entre les États-Unis et Cuba, comme nous avons pu le voir au travers de ce mémoire, et continuent de l'être à l'heure actuelle. Il semble difficile d'imaginer une normalisation de leurs relations compte tenu du lourd passé entre les deux pays et des divergences d'opinions des leaders de chaque côté. Le fait que les entreprises américaines ne soient pas présentes sur le marché cubain à cause de l'embargo laisse un champ d'actions plus grand aux entreprises européennes pour entreprendre des investissements. De plus, les relations diplomatiques entre Cuba et l'Europe sont bonnes et font l'objet d'amélioration continue. Cela laisse penser que nous verrons de plus en plus d'entreprises européennes investir sur l'île au détriment des entreprises américaines. Et ce, malgré les barrières de l'embargo qui peuvent parfois ralentir certains investissements européens dont Cuba a tant besoin.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

BALZAC. T, BAUDEWYNS. P, JAMIN. J, LEGRAND. V, PAYE.O, SCHIFFINO. N (2014), *Fondement de science politique*, De Boeck Supérieur

PEREZ DE LA RIVA, J. (1977), Cuba : la Formation du paysage économique, in *Connaissance du Tiers Monde*, Cahiers Jussieu, UGE, Paris.

CHEHABI, he and LINZ jj (1998), *Sultanistic Regimes*, The Johns Hopkins University Press

ROBERTS, j & WALSER, r. (2008), *Cuba's Phony Transition: Fidel Resigns, Raul Reigns*, The Heritage Foundation

ORTIZ, J. et FOURNIAL, G. (1983), *Le socialisme à la cubaine*, Notre Temps (ES)

CLIFFORD, L. (2015), *The History of Cuba, 2nd Edition*, Greenwood

GUERRA-VILABOY, S and LOYOLA-VEGA, O (2010), *Cuba : a History*, Ocean Press

CHOMSKY A, CARR, B (2004), *The Cuba Reader : History, Culture, Politics*, The Latin America Readers

FRANK, M (2015), *Cuban Revelations : Behind the Scenes in Havana*, University Press of Florida

ROY, J (2000), *Cuba, the United States and the Helms-Burton Doctrine*, University Press of Florida

MESA-LAGO, C. (1993) , *Cuba after the Cold War*, University of Pittsburg Press

GIDEON, R (2016), *Cuba Libre ?*, Foreign Affairs

HERRERA, R. (2001), *Capitalisme, Esclavage et Sucre à Cuba*, Université de Paris I, Maison des sciences économiques

PEREZ-LOPEZ, J. (1991), *The Economics of Cuban Sugar*, The University of Pittsburgh Press

Documents officiels:

Discours de Fidel Castro, University of Havana – 17 novembre 2005:
<http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/2005/ing/f171105i.html>

Extrait de “The Cuban Democracy Act (“CDA”)” United States Code – Title 22. Foreign Relations and Intercourse Chapter 69 – 9 juillet 2017

Portfolio of opportunities for foreign investment (by the Cuban Government):
<http://www.caribbean-council.org/> - 15 juillet 2017

Amnesty International Publications (2009), *the US Embargo against Cuba*.

Discours de Donald Trump, Manuel Artime Theater in Miami, Florida – 16 juin 2017:
<https://www.whitehouse.gov>

Constitution cubaine: constituteproject.org

Discours de Raul Castro, au parlement cubain - août 2009: <http://edition.cnn.com> – 7 juin 2017

Articles de presse

Article « L’UE scelle son rapprochement “historique” avec Cuba » par AFP (2017) :
<http://www.lexpress.fr> - 8 juillet 2017

Article « Cuba sees explosion in internet access as ties with US grow » par Andrea Rodriguez (2017) : <https://phys.org> - 3 juillet 2017

Article “A BRIEF HISTORY OF U.S.-Cuba Relations” par Claire Suddath (2009):
<http://www.time.com> - 20 juin 2017

Article “Analysis: Cuba Remittances and the Shifting Pattern of Cuban Emigration” par Emilio Morales (2017): <http://www.cubatrademagazine.com> - 26 juillet 2017

Article “A Cuba, Airbnb se déploie sans Internet” par Clara Wright (2015)
<http://tempsreel.nouvelobs.com> - 16 juillet 2017

Article “Watering down a revolution: Cuba's struggle for water” par Sanne Derks (2017):
<http://www.aljazeera.com> - 29 juin 2017

Article « Cuba signs railway development contract with Russia » par INS (2016) : <http://caribbeanbusiness.com> - 6 juillet 2017

Article “Cuba's Mariel Port: Once An Escape, Now A Window To The Future” par David Greene (2014): <http://www.npr.org/> - 22 juillet 2017

Article “Cuba libre: Could port herald new economic age for communist island?” par Eoghan Macguire (2013): <http://edition.cnn.com/> - 16 juin 2017

Article «Charcoal becomes first Cuban export to United States in half a century » par Gardner and Chestney : <http://www.reuters.com/> - 28 juin 2017

Article “Cuban American lost his business bid after obtaining permanent residence in Cuba” par Nora Torres (2017): <http://www.miamiherald.com> - 26 juillet 2017

Article “Cuban Immigrants in the United States” par Rusin, Zong et Batalova (2015): <http://www.migrationpolicy.org> - 18 juin 2017

Articles scientifiques

FEINBERG, r. Et NEWFARMER, r. (2016), *Tourism in Cuba – Riding the wave toward sustainable prosperity*, FIU Kimberly Green Latin American and Caribbean Center

VAZQUEZ LOPEZ, C (2014), *Alleviating water scarcity in Cuba*, China Water Risk

ALVAREZ, J. (1992), *Cuba's Sugar Industry in the 1990s: Potential Exports to the U.S. and World Markets*, *International Working Paper IW92-2*, Food and Resource Economics Department, University of Florida

ALVAREZ, J. (1978), *Politics vs. Economics in International Trade: The Case of Cuba - U.S. Sugar Relations*. *Staff Paper 73*, Food and Resource Economics Department, Institute of Food and Agricultural Sciences, University of Florida

ENGELS, F. (1847), *L'ouvrage d'Engels sur les Principes du communisme*

DUBOUIS, Louis (1967), « L'embargo dans la pratique contemporaine », *Annuaire français de droit international*, volume 13, pp. 99-152.

FERRAND, B (2004), « Quels fondements juridiques aux embargos et blocus aux confins des XXe et XXIe siècles », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2004/2 (n° 214)

POLOPOLUS, L and ALVAREZ, J (1992), *Sugar and the North American Free Trade Agreement: Some Major Issues*, Food and Resource Economics Sugar Policy Series No. 7, Institute of Food and Agricultural Sciences, University of Florida

WONG, KS. (1994), *The Cuban Democracy Act of 1992*, University of Pennsylvania Journal of International Law

SICOTTE, R (2006), *the origins and development of the U.S. Sugar Program, 1934-1959*, University of Vermont

KAKONEN, M. KAISTI, H. LUUKKANEN, J. (2014), *Energy Revolution in Cuba: Pioneering for the future?*, Finland futures research centre

Sites officiels :

Site officiel de l'Union Européenne: <https://eeas.europa.eu> – 23 juin 2017 / 10 juillet 2017

Site officiel du conseil européen : <http://www.consilium.europa.eu> - 30 juin / 12 juillet 2017

Site officiel de la commission européenne: <https://ec.europa.eu> - 25 juin / 15 juillet 2017

Site officiel de l'UNESCO – <http://en.unesco.org> - 30 juin / 5 juillet 2017

Site officiel du « US Department of the treasury » : <https://www.treasury.gov> - 12 juillet 2017

Site officiel des Statistiques de Cuba: <http://www.one.cu> - 1 juillet 2017

Site officiel de « US Department of State »: <https://www.state.gov> - 1 juillet 2017

Site officiel du « Council on Hemispheric Affairs » : <http://www.coha.org/> - 16 juillet 2017

Site officiel du projet “Mas Agua Para Todos” de l'Unesco:
<http://masaguaparatos.unihe.org> - 4 juillet 2017

Site officiel du gouvernement américain: <https://obamawhitehouse.archives.gov> – 12 juillet 2017

Site internet :

Dictionnaire Larousse : www.larousse.fr - 26 juin 2017

Université de San José (département économique) : <http://www.sjsu.edu> - 15 juin 2017

Visite de Cuba : <http://www.mycubavisit.com> - 10 juin 2017

John F. Kennedy (library and museum): <https://www.jfklibrary.org> - 20 mai 2017

Bay of pigs History: <http://www.history.com> - 30 mai 2017

Global Security (Gouvernement de Cuba): <http://www.globalsecurity.org> - 1 juin 2017

Louis Berger (opportunities in Cuba): <http://www.louisberger.com/> - 6 juin 2017

Ernst and Young (CUBA): <https://www.flandersinvestmentandtrade.com> - 15 juillet 2017

Newsletters :

Service économique et commercial Brussels Invest & Export – Newsletter 9 (Juillet – Août 2015)

Service économique et commercial Brussels Invest & Export – Newsletter 10 (Avril 2017)
« *Cuba : Chronique d'un changement annoncé ou en route pour 100 ans de révolution ?* »

ANNEXES

ANNEXE 1 (partie 1) :

TOTAL DES EXPORTATIONS DE BIENS EN FONCTION DU PAYS DE DESTINATION ... 1

ANNEXE 1 (PARTIE 2) :

TOTAL DES IMPORTATIONS DE BIENS EN FONCTION DU PAYS DE DESTINATION ... 4

ANNEXE 2:

**THE CUBAN
DEMOCRACYACT.....7**

ANNEXE 3 :

**NOMBRE DE VISITEURS TOTAL (TOUS PAYS CONFONDUS) PAR ANNÉE SUR L'ÎLE
DE CUBA 14**

ANNEXE 4 :

**NOMBRE DE TOURISTES CUBAINS PAR AN EN FONCTION DU TYPE
D'HÉBERGEMENT CHOISI POUR PASSER UNE NUIT À CUBA 14**

ANNEXE 5 (PARTIE 1) :

**CARTE INTERACTIVE MONTRANT LES PAYS DU MONDE QUI ACCUEILLEN
LE PLUS D'ÉMIGRÉS CUBAINS..... 15**

ANNEXE 5 (PARTIE 2) :

**CARTE INTERACTIVE MONTRANT LA RÉPARTITION DES ÉMIGRÉS CUBAIN
AUX ETATS-UNIS PAR ÉTAT 15**

ANNEXE 6 :

RÉPONSES DU REPRÉSENTANT DE L'AWEX À UN QUESTIONNAIRE 16

Annexe 1 (partie 1) : total des exportations de biens en fonction du pays de destination

Oficina Nacional de Estadísticas, Anuario Estadístico de Cuba, La Habana: <http://www.one.cu>

8.5 - Exportaciones según país del último destino de las mercancías por países seleccionados y áreas geográficas *Exports of goods according to their country of final destination in selected countries and geographical areas*

	Miles de pesos					
PAÍSES SELECCIONADOS	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Total	2 863 004	4 549 533	5 870 092	5 577 272	5 283 142	4 857 470
Europa	718 518	854 047	1 215 376	1 279 668	1 290 523	1 245 820
Alemania, República Federal de	29 440	28 246	39 885	42 672	81 312	55 268
Austria	1 115	1 098	1 504	166	708	1 565
Bélgica	8 218	30 001	36 509	40 112	118 405	213 015
Bielorusia	663	250	14 355	35 921	512	22 846
Bulgaria	6 421	2 408	925	985	13 185	4 358
Croacia	142	277	572	249	340	39 429
Dinamarca	18 166	1 024	1 900	871	413	24 573
España	153 943	160 746	164 868	149 792	171 026	140 539
Federación Rusa	87 684	57 472	55 792	89 554	19 936	55 716
Francia	45 454	106 664	23 479	28 021	43 138	61 312
Grecia	1 969	3 270	3 974	8 677	10 875	8 405
Países Bajos	237 956	353 154	655 009	697 605	456 728	468 070
Hungría	79	-	-	26	11 411	64
Irlanda	20	111	89	193	206	182
Italia	28 784	38 097	51 396	33 070	55 775	29 074
Noruega	88	61	88	1 926	1 304	139
Polonia	660	735	8 543	41 307	14 278	740
Portugal	21 335	16 752	6 552	30 741	31 331	19 932
Reino Unido	6 997	18 904	36 933	21 503	101 407	33 975
República Checa	1 773	6 043	6 709	2 964	3 541	10 202
República Eslovaca	472	76	33	-	-	7
Suecia	1 409	1 162	1 991	3 367	4 323	2 362
Suiza	14 506	14 194	14 290	16 737	34 143	17 779
Ucrania	6 749	7 198	966	910	551	3 199
Otros	44 475	6 104	89 014	32 299	115 675	33 069

8.5 - Exportaciones según país del último destino de las mercancías por países seleccionados y áreas geográficas (continuación)
Exports of goods according to their country of final destination in selected countries and geographical areas (continued)

	Miles de pesos					
PAISES SELECCIONADOS	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Asia	650 262	959 275	1 028 848	614 414	637 026	518 128
China, República Popular	516 303	680 564	778 196	459 060	343 590	301 701
Chipre	43 723	28 669	39 401	33 469	28 919	28 403
Corea, República Popular Democrática de	3 034	3 497	3 553	5 324	6 462	6 051
Corea del Sur	1 164	4 561	1 954	2 054	9 475	14 904
Emiratos Arabes Unidos	11 796	2 878	5 403	3 348	81 397	7 912
Filipinas	1 241	1 114	831	2 416	2 984	3 288
India	2 255	1 535	3 654	4 400	2 511	1 296
Indonesia	51	123	455	210	-	113
Israel	1 979	2 260	2 788	6 512	6 648	6 149
Japón	5 691	8 446	9 490	10 004	12 866	6 809
Singapur	34 639	186 227	26 553	31 913	34 706	22 786
Siria	12	4 480	236	102	803	114
Turquía	1 691	249	315	2 285	8 056	8 922
Viet Nam	3 130	2 864	5 032	7 821	26 496	27 463
Otros	23 553	31 808	150 987	45 496	72 113	82 217
África	244 103	190 072	307 824	132 648	76 068	185 538
Angola	33 375	27 482	8 670	765	7 008	21 965
Argelia	1 450	868	12 325	10 531	2 040	2 423
Costa de Marfil	27 827	93 465	-	-	-	-
Marruecos	5 653	15 637	12 477	5 011	13 868	3 006
Nigeria	62 783	20 386	100 934	111 745	-	3
Sudafrica	3 553	2 681	2 840	2 995	4 071	4 006
Otros	109 462	29 553	170 578	1 601	49 081	154 135

8.5 - Exportaciones según país del último destino de las mercancías por países seleccionados y áreas geográficas (conclusión)

Exports of goods according to their country of final destination in selected countries and geographical areas (conclusion)

	Miles de pesos					
PAÍSES SELECCIONADOS	2009	2010	2011	2012	2013	2014
América	1 248 981	2 544 710	3 314 434	3 546 699	3 275 613	2 904 729
Antillas Holandesas	59 027	3 106	28 980	60 271	108 129	76 026
Argentina	24 643	17 702	18 541	14 391	16 587	21 650
Bolivia	6 744	2 142	13 130	2 350	1 162	3 361
Brasil	63 089	57 843	82 069	108 053	80 635	63 462
Canadá	431 467	604 024	718 645	551 042	462 340	524 877
Chile	4 173	6 825	7 447	7 705	5 761	6 290
Colombia	7 307	9 071	25 835	15 498	23 949	12 645
Costa Rica	7 070	1 020	4 785	6 878	7 215	2 233
Ecuador	2 368	2 187	8 968	13 896	12 935	12 692
Estados Unidos de América	274	85	588	390	161	542
El Salvador	684	202	511	279	233	327
Guatemala	3 555	3 731	3 413	5 308	1 728	894
Guyana	2 848	990	1 002	80	48	42
Haití	14 562	27 484	24 771	17 907	15 371	7 489
Honduras	7 287	9 166	16 279	15 035	21 853	18 876
Jamaica	5 686	3 287	4 485	1 784	2 370	2 003
México	14 449	18 001	24 551	23 917	22 228	16 216
Nicaragua	3 053	2 893	4 003	2 193	2 055	2 057
Panamá	18 598	12 295	7 002	111 750	120 218	2 819
Perú	7 089	6 027	4 579	5 203	6 472	5 650
República Bolivariana de Venezuela	527 849	1 716 739	2 273 109	2 483 951	2 265 550	2 069 529
República Dominicana	20 812	23 218	29 360	84 128	46 068	41 769
Surinam	1 383	1 504	2 713	2 475	2 577	3 403
Trinidad y Tobago	2 702	4 643	82	4 852	2 395	4 596
Uruguay	948	2 938	1 517	1 323	2 208	1 268
Otros	11 314	7 587	8 069	6 040	45 365	4 013
Oceanía	1 140	1 429	3 610	3 843	3 912	3 255
Australia	921	1 285	3 309	3 561	3 526	2 895
Nueva Zelandia	218	144	301	282	386	360
Otros	1	-	-	-	-	-

Annexe 1 (partie 2) : total des importations de biens en fonction du pays de destination

Oficina Nacional de Estadísticas, Anuario Estadístico de Cuba”, La Habana: <http://www.one.cu>

8.6- Importaciones según país de origen de las mercancías por países seleccionados y áreas geográficas *Imports of goods according to their country of origin in selected countries and geographical areas*

PAÍSES SELECCIONADOS	Miles de pesos					
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Total	8 906 010	10 644 337	13 952 400	13 800 852	14 706 618	13 036 844
Europa	2 040 790	2 158 164	2 830 408	2 954 129	3 365 364	2 869 785
Alemania, República Federal de	279 541	269 417	286 259	311 463	343 955	322 852
Austria	17 681	25 599	16 092	16 947	23 606	14 299
Bélgica	35 743	44 916	61 955	65 994	79 473	78 962
Bielorusia	4 297	17 517	15 527	58 665	20 371	15 602
Bulgaria	22 556	14 678	16 635	19 839	12 725	3 157
Croacia	1 535	449	1 114	1 616	1 276	603
Dinamarca	20 987	19 106	19 928	29 825	26 495	28 092
España	752 393	785 376	1 019 560	1 006 294	1 226 735	1 025 134
Federación Rusa	195 445	227 220	224 366	251 674	183 238	137 610
Francia	140 432	189 629	343 975	359 705	411 529	277 428
Grecia	947	332	10 186	734	1 410	1 370
Países Bajos	68 148	61 262	72 978	94 206	87 174	107 444
Hungría	1 907	798	1 498	3 419	2 725	2 610
Irlanda	2 012	2 416	2 463	7 182	7 900	2 661
Italia	324 479	292 133	387 799	380 512	460 304	391 624
Noruega	2 408	6 841	7 889	4 747	4 025	5 521
Polonia	17 571	15 872	18 814	25 855	18 695	45 230
Portugal	13 973	13 893	29 653	57 447	41 329	38 599
Reino Unido	32 313	49 676	79 892	61 450	66 914	65 011
República Checa	17 569	21 945	59 720	51 049	36 498	35 039
República Eslovaca	11 095	19 365	20 780	11 544	10 557	14 688
Suecia	32 307	31 519	42 308	40 122	57 619	37 360
Suiza	21 811	21 313	20 836	28 640	27 936	32 928
Ucrania	16 919	13 090	43 549	36 669	166 829	114 947
Otros	6 721	13 802	26 632	28 531	46 046	71 014

8.6- Importaciones según país de origen de las mercancías por países seleccionados y áreas geográficas
(continuación)
Imports of goods according to their country of origin in selected countries and geographical areas
(continued)

	Miles de pesos					
PAÍSES SELECCIONADOS	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Asia	1 841 703	1 831 915	2 023 957	1 785 589	2 126 619	1 928 090
China, República Popular	1 171 205	1 223 245	1 281 415	1 236 840	1 533 699	1 334 219
Chipre	640	520	103	0	93	1
Corea, República Popular Democrática de	4 628	4 888	4 556	5 451	7 381	7 080
Corea del Sur	111 858	94 455	128 814	110 185	97 781	88 250
Emiratos Arabes Unidos	1 709	1 287	3 062	1 958	3 541	1 667
Filipinas	968	1 188	5 008	633	4 324	926
India	50 688	52 642	63 518	62 306	67 359	62 436
Indonesia	16 942	23 001	27 968	23 425	31 522	13 785
Israel	15 779	16 329	25 888	20 336	28 241	18 835
Japón	88 510	77 926	78 854	54 478	71 399	72 604
Singapur	3 224	3 570	7 123	4 648	3 856	3 217
Siria	118	609	3 160	470	200	-
Turquía	14 022	29 306	24 868	20 574	23 697	24 379
Viet Nam	276 049	266 260	308 747	190 459	187 588	241 931
Otros	85 363	36 689	60 873	53 826	65 938	58 760
África	176 919	222 423	328 128	352 180	355 557	307 420
Angola	-	3	7	-	2	-
Argelia	169 163	213 271	308 756	330 979	307 606	292 271
Costa de Marfil	-	-	64	-	-	-
Marruecos	2 067	3 566	3 339	6 365	10 481	7 294
Nigeria	2 540	1 240	-	-	0	-
Sudafrica	398	604	2 960	11 442	18 693	4 630
Otros	2 751	3 739	13 002	3 394	18 775	3 225

8.6- Importaciones según país de origen de las mercancías por países seleccionados y áreas geográficas (conclusión)

Imports of goods according to their country of origin in selected countries and geographical areas (conclusion)

Miles de pesos

PAÍSES SELECCIONADOS	2009	2010	2011	2012	2013	2014
América	4 834 028	6 383 887	8 695 640	8 667 338	8 815 119	7 856 614
Antillas Holandesas	250	38 948	149 983	29 823	1 240 542	94 143
Argentina	120 161	129 110	148 613	119 539	370 520	335 752
Bolivia	471	2 323	4	132	1 919	268
Brasil	507 875	444 354	643 863	648 177	614 185	587 274
Canadá	309 861	331 398	478 784	387 253	450 646	408 346
Chile	53 000	44 971	55 985	34 901	35 762	45 797
Colombia	49 939	46 681	68 124	51 462	57 499	54 949
Costa Rica	14 548	16 582	27 053	34 097	39 748	35 325
Ecuador	16 805	15 564	14 781	22 929	24 022	40 690
Estados Unidos de América	597 938	406 118	433 795	508 656	401 810	389 320
El Salvador	8 217	5 719	10 791	7 335	12 096	12 465
Guatemala	11 962	13 403	17 883	15 321	16 444	21 991
Guyana	298	492	390	-	35	347
Haití	443	-	3	773	0	4
Honduras	1 182	369	1 199	567	562	1 291
Jamaica	4 299	4 520	9 873	4 336	3 603	4 166
México	322 831	359 970	449 711	486 694	507 652	442 812
Nicaragua	2 384	1 290	2 968	1 217	2 636	2 084
Panamá	63 950	60 388	87 254	75 206	100 583	56 730
Perú	11 756	8 206	14 677	12 644	14 398	8 300
República Bolivariana de Venezuela	2 607 641	4 301 862	5 902 075	6 078 898	4 801 749	5 188 779
República Dominicana	34 311	45 059	53 711	47 074	54 935	42 407
Surinam	1 285	884	304	526	547	550
Trinidad y Tobago	31 624	31 223	45 030	42 852	34 703	51 298
Uruguay	49 279	54 917	65 680	50 112	19 344	25 633
Otros	11 718	19 536	13 106	6 814	9 179	5 693
Oceanía	12 570	47 948	74 267	41 616	43 959	74 935
Australia	4 700	7 707	8 109	11 800	4 782	5 595
Nueva Zelandia	7 870	28 750	65 918	29 801	39 003	69 330
Otros	-	11 491	240	15	174	10

Annexe 2: « the Cuban Democracy Act »

Site officiel du gouvernement américain : <https://www.treasury.gov>

CUBAN DEMOCRACY ACT (“CDA”)

UNITED STATES CODE

TITLE 22. FOREIGN RELATIONS AND INTERCOURSE CHAPTER 69.

Section 6001. Findings

The Congress makes the following findings:

(1) The government of Fidel Castro has demonstrated consistent disregard for internationally accepted standards of human rights and for democratic values. It restricts the Cuban people's exercise of freedom of speech, press, assembly, and other rights recognized by the Universal Declaration of Human Rights adopted by the General Assembly of the United Nations on December 10, 1948. It has refused to admit into Cuba the representative of the United Nations Human Rights Commission appointed to investigate human rights violations on the island.

(2) The Cuban people have demonstrated their yearning for freedom and their increasing opposition to the Castro government by risking their lives in organizing independent, democratic activities on the island and by undertaking hazardous flights for freedom to the United States and other countries.

(3) The Castro government maintains a military-dominated economy that has decreased the well-being of the Cuban people in order to enable the government to engage in military interventions and subversive activities throughout the world and, especially, in the Western Hemisphere. These have included involvement in narcotics trafficking and support for the FMLN guerrillas in El Salvador.

(4) There is no sign that the Castro regime is prepared to make any significant concessions to democracy or to undertake any form of democratic opening. Efforts to suppress dissent through intimidation, imprisonment, and exile have accelerated since the political changes that have occurred in the former Soviet Union and Eastern Europe.

(5) Events in the former Soviet Union and Eastern Europe have dramatically reduced Cuba's external support and threaten Cuba's food and oil supplies.

(6) The fall of communism in the former Soviet Union and Eastern Europe, the now universal recognition in Latin America and the Caribbean that Cuba provides a failed model of government and development, and the evident inability of Cuba's economy to survive current trends, provide the United States and the international democratic community with an unprecedented opportunity to promote a peaceful transition to democracy in Cuba.

(7) However, Castro's intransigence increases the likelihood that there could be a collapse of the Cuban economy, social upheaval, or widespread suffering. The recently concluded Cuban Communist Party Congress has underscored Castro's unwillingness to respond positively to increasing pressures for reform either from within the party or without.

(8) The United States cooperated with its European and other allies to assist the difficult transitions from Communist regimes in Eastern Europe. Therefore, it is appropriate for those allies to cooperate with United States policy to promote a peaceful transition in Cuba.

Sec. 6002. Statement of policy

It should be the policy of the United States--

(1) to seek a peaceful transition to democracy and a resumption of economic growth in Cuba through the careful application of sanctions directed at the Castro government and support for the Cuban people;

(2) to seek the cooperation of other democratic countries in this policy;

(3) to make clear to other countries that, in determining its relations with them, the United States will take into account their willingness to cooperate in such a policy;

(4) to seek the speedy termination of any remaining military or technical assistance, subsidies, or other forms of assistance to the Government of Cuba from any of the independent states of the former Soviet Union;

(5) to continue vigorously to oppose the human rights violations of the Castro regime;

(6) to maintain sanctions on the Castro regime so long as it continues to refuse to move toward democratization and greater respect for human rights;

(7) to be prepared to reduce the sanctions in carefully calibrated ways in response to positive developments in Cuba;

(8) to encourage free and fair elections to determine Cuba's political future;

(9) to request the speedy termination of any military or technical assistance, subsidies, or other forms of assistance to the Government of Cuba from the government of any other country; and

(10) to initiate immediately the development of a comprehensive United States policy toward Cuba in a post-Castro era.

Sec. 6003. International cooperation

(a) Cuban trading partners. The President should encourage the governments of countries that conduct trade with Cuba to restrict their trade and credit relations with Cuba in a manner consistent with the purposes of this title [22 USCS §§ 6001 note].

(b) Sanctions against countries assisting Cuba.

(1) Sanctions. The President may apply the following sanctions to any country that provides assistance to Cuba:

(A) The government of such country shall not be eligible for assistance under the Foreign Assistance Act of 1961 or assistance or sales under the Arms Export Control Act.

(B) Such country shall not be eligible, under any program, for forgiveness or reduction of debt owed to the United States Government.

(2) Definition of assistance. For purposes of paragraph (1), the term "assistance to Cuba"--

(A) means assistance to or for the benefit of the Government of Cuba that is provided by grant, concessional sale, guaranty, or insurance, or by any other means on terms more favorable than that generally available in the applicable market, whether in the form of a loan, lease, credit, or otherwise, and such term includes subsidies for exports to Cuba and favorable tariff treatment of articles that are the growth, product, or manufacture of Cuba;

(B) includes an exchange, reduction, or forgiveness of Cuban debt owed to a foreign country in return for a grant of an equity interest in a property, investment, or operation of the Government of Cuba (including the government of any political subdivision of Cuba, and any agency or instrumentality of the Government of Cuba) or of a Cuban national; and

(C) does not include--

(i) donations of food to nongovernmental organizations or individuals in Cuba, or

(ii) exports of medicines or medical supplies, instruments, or equipment that would be permitted under section 1705(c) [22 USCS § 6004(c)].

As used in this paragraph, the term "agency or instrumentality of the Government of Cuba" means an agency or instrumentality of a foreign state as defined in section 1603(b) of title 28, United States Code, with each reference in such section to "a foreign state" deemed to be a reference to "Cuba".

(3) Applicability of section. This section, and any sanctions imposed pursuant to this section, shall cease to apply at such time as the President makes and reports to the Congress a determination under section 1708(a) [22 USCS § 6007(a)].

Sec. 6004. Support for the Cuban people

(a) Provisions of law affected. The provisions of this section apply notwithstanding any other provision of law, including section 620(a) of the Foreign Assistance Act of 1961 [22 USCS § 2370], and notwithstanding the exercise of authorities, before the enactment of this Act [enacted Oct. 23, 1992], under section 5(b) of the Trading With the Enemy Act [50 USCS Appx § 5(b)], the

International Emergency Economic Powers Act [50 USCS §§ 1701 et seq.], or the Export Administration Act of 1979.

(b) Donations of food. Nothing in this or any other Act shall prohibit donations of food to nongovernmental organizations or individuals in Cuba.

(c) Exports of medicines and medical supplies. Exports of medicines or medical supplies, instruments, or equipment to Cuba shall not be restricted--

(1) except to the extent such restrictions would be permitted under section 5(m) of the Export Administration Act of 1979 [50 USCS Appx § 2404(m)] or section 203(b)(2) of the International Emergency Economic Powers Act [50 USCS § 1702(b)(2)];

(2) except in a case in which there is a reasonable likelihood that the item to be exported will be used for purposes of torture or other human rights abuses;

(3) except in a case in which there is a reasonable likelihood that the item to be exported will be reexported; and

(4) except in a case in which the item to be exported could be used in the production of any biotechnological product.

(d) Requirements for certain exports. (1) Onsite verifications.

(A) Subject to subparagraph (B), an export may be made under subsection (c) only if the President determines that the United States Government is able to verify, by onsite inspections and other appropriate means, that the exported item is to be used for the purposes for which it was intended and only for the use and benefit of the Cuban people.

(B) Subparagraph (A) does not apply to donations to nongovernmental organizations in Cuba of medicines for humanitarian purposes.

(2) Licenses. Exports permitted under subsection (c) shall be made pursuant to specific licenses issued by the United States Government.

(e) Telecommunications services and facilities.

(1) Telecommunications services. Telecommunications services between the United States and Cuba shall be permitted.

(2) Telecommunications facilities. Telecommunications facilities are authorized in such quantity and of such quality as may be necessary to provide efficient and adequate

telecommunications services between the United States and Cuba. (3) Licensing of payments to Cuba.

(A) The President may provide for the issuance of licenses for the full or partial payment to Cuba of amounts due Cuba as a result of the provision of telecommunications services authorized by this subsection, in a manner that is consistent with the public interest and the purposes of this title [22 USCS §§ 6001 et seq.], except that this paragraph shall not require any withdrawal from any account blocked pursuant to regulations issued under section 5(b) of the Trading With the Enemy Act [50 USCS Appx § 5(b)].

(B) If only partial payments are made to Cuba under subparagraph (A), the amounts withheld from Cuba shall be deposited in an account in a banking institution in the United States. Such account shall be blocked in the same manner as any other account containing funds in which Cuba has any interest, pursuant to regulations issued under section 5(b) of the Trading With the Enemy Act [50 USCS Appx § 5(b)].

(4) Authority of Federal Communications Commission. Nothing in this subsection shall be construed to supersede the authority of the Federal Communications Commission.

(5) Prohibition on investment in domestic telecommunications services. Nothing in this subsection shall be construed to authorize the investment by any United States person in the domestic telecommunications network within Cuba. For purposes of this paragraph, an "investment" in the domestic telecommunications network within Cuba includes the

contribution (including by donation) of funds or anything of value to or for, and the making of loans to or for, such network.

(6) Reports to Congress. The President shall submit to the Congress on a semiannual basis a report detailing payments made to Cuba by any United States person as a result of the provision of telecommunications services authorized by this subsection.

(f) Direct mail delivery to Cuba. The United States Postal Service shall take such actions as are necessary to provide direct mail service to and from Cuba, including, in the absence of common carrier service between the 2 countries, the use of charter service providers.

(g) Assistance to support democracy in Cuba. The United States Government may provide assistance, through appropriate nongovernmental organizations, for the support of individuals and organizations to promote nonviolent democratic change in Cuba.

Sec. 6005. Sanctions

(a) Prohibition on certain transactions between certain United States firms and Cuba

(1) Prohibition. Notwithstanding any other provision of law, no license may be issued for any transaction described in section 515.559 of title 31, Code of Federal Regulations, as in effect on July 1, 1989.

(2) Applicability to existing contracts. Paragraph (1) shall not affect any contract entered into before the date of the enactment of this Act [enacted Oct. 23, 1992].

(b) Prohibitions on vessels.

(1) Vessels engaging in trade. Beginning on the 61st day after the date of the enactment of this Act [enacted Oct. 23, 1992], a vessel which enters a port or place in Cuba to engage in the trade of goods or services may not, within 180 days after departure from such port or place in Cuba, load or unload any freight at any place in the United States, except pursuant to a license issued by the Secretary of the Treasury.

(2) Vessels carrying goods or passengers to or from Cuba. Except as specifically authorized by the Secretary of the Treasury, a vessel carrying goods or passengers to or from Cuba or carrying goods in which Cuba or a Cuban national has any interest may not enter a United States port.

(3) Inapplicability of ship stores general license. No commodities which may be exported under a general license described in section 771.9 of title 15, Code of Federal Regulations, as in effect on May 1, 1992, may be exported under a general license to any vessel carrying goods or passengers to or from Cuba or carrying goods in which Cuba or a Cuban national has an interest.

(4) Definitions. As used in this subsection--

(A) the term "vessel" includes every description of water craft or other contrivance used, or capable of being used, as a means of transportation in water, but does not include aircraft;

(B) the term "United States" includes the territories and possessions of the United States and the customs waters of the United States (as defined in section 401 of the Tariff Act of 1930 (19 U.S.C. 1401)); and

(C) the term "Cuban national" means a national of Cuba, as the term "national" is defined in section 515.302 of title 31, Code of Federal Regulations, as of August 1, 1992.

(c) Restrictions on remittances to Cuba. The President shall establish strict limits on remittances to Cuba by United States persons for the purpose of financing the travel of Cubans to the United States, in order to ensure that such remittances reflect only the reasonable costs associated with such travel, and are not used by the Government of Cuba as a means of gaining access to

United States currency.

(d) Clarification of applicability of sanctions. The prohibitions contained in subsections (a), (b), and (c) shall not apply with respect to any activity otherwise permitted by section 1705 or section 1707 of this Act [22 USCS § 6004 or 6006] or any activity which may not be regulated or prohibited under section 5(b)(4) of the Trading With the Enemy Act (50 U.S.C. App. 5(b)(4)).

Sec. 6006. Policy toward a transitional Cuban government

Food, medicine, and medical supplies for humanitarian purposes should be made available for Cuba under the Foreign Assistance Act of 1961 and the Agricultural Trade Development and Assistance Act of 1954 if the President determines and certifies to the Committee on Foreign Affairs of the House of Representatives and the Committee on Foreign Relations of the Senate that the government in power in Cuba--

(1) has made a public commitment to hold free and fair elections for a new government within 6 months and is proceeding to implement that decision;

(2) has made a public commitment to respect, and is respecting, internationally recognized human rights and basic democratic freedoms; and

(3) is not providing weapons or funds to any group, in any other country, that seeks the violent overthrow of the government of that country.

Sec. 6007. Policy toward a democratic Cuban government

(a) Waiver of restrictions. The President may waive the requirements of section 1706 [22 USCS § 6005] if the President determines and reports to the Congress that the Government of Cuba--

(1) has held free and fair elections conducted under internationally recognized observers;

(2) has permitted opposition parties ample time to organize and campaign for such elections, and has permitted full access to the media to all candidates in the elections;

(3) is showing respect for the basic civil liberties and human rights of the citizens of Cuba; (4) is moving toward establishing a free market economic system; and

(5) has committed itself to constitutional change that would ensure regular free and fair elections that meet the requirements of paragraph (2).

(b) Policies. If the President makes a determination under subsection (a), the President shall take the following actions with respect to a Cuban Government elected pursuant to elections described in subsection (a):

(1) To encourage the admission or reentry of such government to international organizations and international financial institutions.

(2) To provide emergency relief during Cuba's transition to a viable economic system.

(3) To take steps to end the United States trade embargo of Cuba.

Sec. 6008. Existing claims not affected

Except as provided in section 1705(a) [22 USCS § 6004(a)], nothing in this title [22 USCS §§ 6001 et seq.] affects the provisions of section 620(a)(2) of the Foreign Assistance Act of 1961 [22 USCS § 2370(a)(2)].

Sec. 6009. Enforcement

(a) Enforcement authority. The authority to enforce this title [22 USCS §§ 6001 et seq.] shall be carried out by the Secretary of the Treasury. The Secretary of the Treasury shall exercise the authorities of the Trading With the Enemy Act in enforcing this title [22 USCS §§ 6001 et seq.]. In carrying out this subsection, the Secretary of the Treasury shall take the necessary steps to ensure that activities permitted under section 1705 [22 USCS § 6004] are carried out for the purposes set forth in this title [22 USCS §§ 6001 et seq.] and not for purposes of the accumulation by the Cuban Government of excessive amounts of United States currency or the accumulation of excessive profits by any person or entity.

(b) Authorization of appropriations. There are authorized to be appropriated to the Secretary of the Treasury such sums as may be necessary to carry out this title [22 USCS §§ 6001 et seq.].

(c) [Omitted]

(d) Applicability of penalties. The penalties set forth in section 16 of the Trading With the Enemy Act [50 USCS Appx § 16(a)] shall apply to violations of this title [22 USCS §§ 6001 et seq.] to the same extent as such penalties apply to violations under that Act.

(e) Office of Foreign Assets Control. The Department of the Treasury shall establish and maintain a branch of the Office of Foreign Assets Control in Miami, Florida, in order to strengthen the enforcement of this title [22 USCS §§ 6001 et seq.].

Sec. 6010. Definition

As used in this title [22 USCS §§ 6001 et seq.], the term "United States person" means any United States citizen or alien admitted for permanent residence in the United States, and any corporation, partnership, or other organization organized under the laws of the United States.

Annexe 3 : nombre de visiteurs total (tous pays confondus) par année sur l'île de Cuba

Oficina Nacional de Estadísticas, Anuario Estadístico de Cuba”, La Habana: <http://www.one.cu>

Années	Nombre de visiteurs total à Cuba par année
2009	2 429 809
2010	2 531 745
2011	2 716 317
2012	2 838 607
2013	2 852 572
2014	3 002 745
2015	3 524 779
2016	4 000 000

Annexe 4 : nombre de touristes cubains par an en fonction du type d'hébergement choisi pour passer une nuit à Cuba

Oficina Nacional de Estadísticas, Anuario Estadístico de Cuba”, La Habana: <http://www.one.cu>

TIPO DE ESTABLECIMIENTO	Unidad					
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Total	8 090 975	7 746 446	7 723 783	7 611 160	7 415 231	7 317 605
Hoteles y otros establecimientos	3 404 594	3 328 509	3 295 896	3 274 841	3 539 269	3 502 163
Hoteles	3 160 974	3 106 534	3 075 062	3 049 443	3 284 233	3 284 438
5 Estrellas	85 400	129 656	162 721	208 226	203 967	226 904
4 Estrellas	418 265	465 390	506 860	505 902	534 707	446 304
3 Estrellas	1 269 061	1 195 482	1 092 720	1 282 023	1 373 542	1 454 863
2 Estrellas	944 016	876 714	873 047	638 576	667 295	660 476
1 Estrella	444 232	439 292	439 714	414 716	504 722	495 891
Moteles	217 126	185 126	180 779	187 262	212 699	190 236
Hoteles-Apartamentos ^(b)	23 789	34 546	37 746	35 900	39 691	24 879
Hostal	2 705	2 303	2 309	2 236	2 646	2 610
Medios de alojamiento complementarios	4 686 381	4 417 937	4 427 887	4 336 319	3 875 962	3 815 442
Casas y cabañas	3 794 097	3 585 377	3 585 186	3 569 157	3 119 397	3 101 269
De ellos: Bases de campismo	2 495 667	2 328 135	2 330 800	2 415 900	2 674 896	2 347 364
Campamentos	11 238	12 052	10 234	10 128	13 847	12 125
Villas turísticas	732 592	633 588	637 892	643 001	627 957	601 479
Otros medios de alojamientos	148 454	186 920	194 575	114 033	114 761	100 569

^(a) Incluye todas las entidades dedicadas al turismo nacional e internacional y los Consejos de la Administración Provincial y la actividad de campismo popular.

^(b) Se refiere a apartamentos turísticos y apartoteles.

Annexe 5 (partie 1) : carte interactive montrant les pays du monde qui accueillent le plus d'émigrés cubains

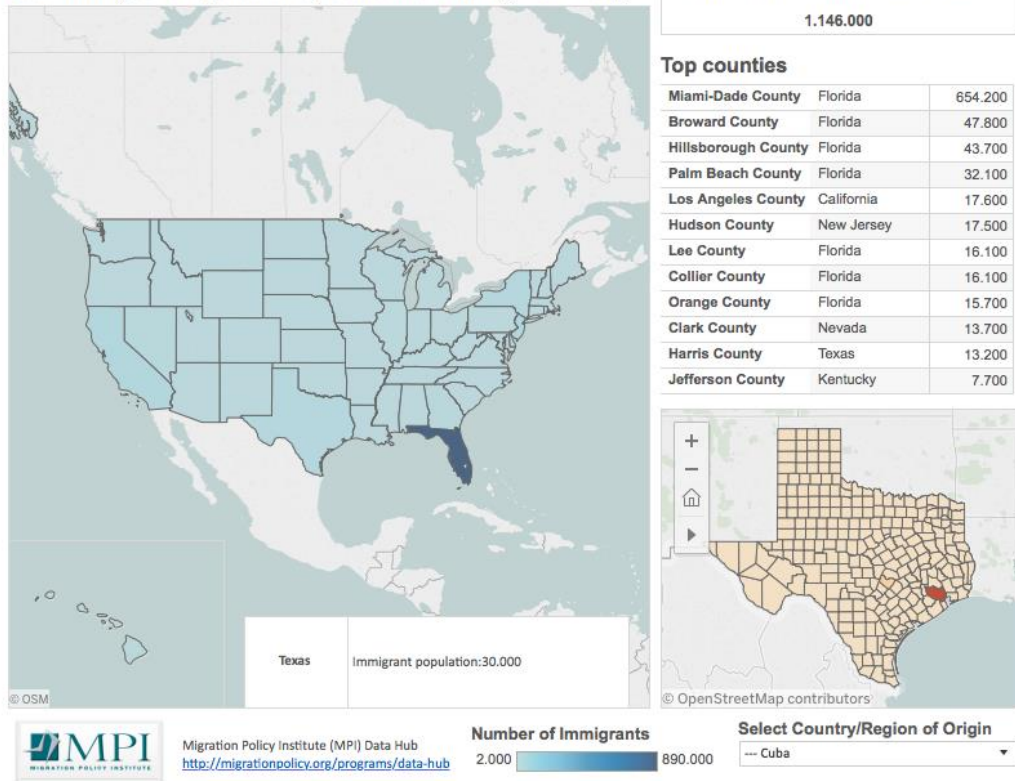
<http://www.migrationpolicy.org/>

Immigrant and Emigrant Populations by Country of Origin and Destination, mid-2015 Estimates



Annexe 5 (partie 2) : carte interactive montrant la répartition des émigrés cubains aux Etats-Unis par état

U.S. Immigrant Population by State and County, 2011-2015*



Annexe 6 : réponses du représentant de l'AWEX à un questionnaire

- 1) Comment l'élection de Donald Trump est-elle perçue de manière générale à Cuba ?

La Révolution cubaine a connu plus de 10 Présidents américains. Certains bons pour Cuba comme Carter d'autres mauvais comme le clan Bush en particulier le fils. On sait très bien à Cuba que les Présidents américains ne dirigent pas les USA, ce sont les lobbies qui le font. En commençant par le militaire, le pétrolier mais aussi la CIA / les services secrets américains, Wall Street, ... Donc Trump ou un autre, pour les cubains c'est pareil et ils ne s'attendent à plus ni moins qu'avec Clinton (à noter que pendant la Présidence Obama, les amendes de l'OFAC aux banques étrangères faisant du commerce avec Cuba n'ont jamais été aussi élevées – je pense en particulier à l'amende à BNP Paribas de 9.000 millions de USD !).

- 2) Donald Trump a annoncé il y a quelques semaines vouloir à nouveau renforcer (entre autre) les restrictions concernant les voyages de touristes américains à Cuba. Pourquoi faut-il craindre ce revirement de situation ?

Trump c'est le retour en arrière à des politiques absurdes qui ne mènent à rien. Au contraire, l'histoire cubaine nous montre qu'au plus la communauté internationale met la pression sur le Gouvernement cubain, au plus celui-ci se renferme sur lui-même et met de côté toute possibilité d' « ouverture ». C'est vraiment dommage - et contreproductif. Mais je pense qu'il n'y a pas vraiment de craintes. Cuba continue à ouvrir des espaces de coopération et investissements dans les secteurs que le pays considère prioritaire (infrastructures, tourisme, services, agro-alimentaire, santé, biotech-pharma, ...).

- 3) Selon vous, est-ce qu'une levée définitive de l'embargo américain augmenterait le nombre d'investissements européens sur l'île et mènerait donc à une concurrence plus accrue?

Ou au contraire est-ce que maintenir l'embargo (autrement dit un non-investissement américain) représenterait une opportunité plus importante d'investir pour les européens (malgré les barrières existantes)?

L'embargo (qui se compose de plusieurs lois dont la Helms-Burton et la Torricelli – je t'invite à les analyser) est mauvais pour tout le monde. Il isole Cuba du monde financier international et cela ça touche tout le monde.

- 4) Que pensez-vous de la gestion hôtelière opérée par le gouvernement cubain ? Cela ne représente-t-il pas un frein aux investissements touristiques étrangers ? Une modification de la législation juridique est-elle pensable ?

A Cuba toutes les relations commerciales avec des compagnies étrangères ont au moins 50% de capital national. Oui, il y a moins de dynamisme, c'est moins « sexy » un hôtel géré par le Gouvernement cubain qu'un hôtel géré à 50/50. Mais c'est les règles du jeu. Jusqu'à présent cela n'a pas freiné Melia (30 hôtels en gestion conjointe 50/50 avec Cuba), Sandals, Iberostar, Starwood récemment (3 hôtels) et même Sheraton...

- 5) Dans quelle mesure l'île peut-elle faire face à un accroissement important du nombre de touristes étrangers ? D'un point de vue des infrastructures (routes, ports, réseau électrique, l'eau ou encore internet), quelles améliorations seraient à prévoir ?

Elle ne peut pas !! Les infrastructures en général sont dans un état lamentable à Cuba. Déjà les paquebots qui arrivent journalièrement à La Vieille Havane causent un embouteillage incroyable lorsque les (1000 à 2000) touristes sortent du bateau. Et ils sont à pied !

Je sais de négociations entre Cuba et des compagnies US de ferrys qui ont proposé aux autorités cubaines des arrivages de ferrys à raison de 500 voitures par jour. Les cubains ont répondu pas question, nous n'avons de routes pour assumer cela...

L'eau est un véritable problème; 70% de l'eau se perd entre le barrage (réserve) et le robinet des cubains...

L'électricité idem, une production obsolète basée à 95% sur des thermoélectriques du temps de l'URSS, hyper consommatrices de fuel et insuffisante production face à la demande croissante.

.....

- 6) Selon vous, quel est l'avenir de nouveaux modes de logement sur l'île tel qu'Airbnb ? Peut-on compter sur cette solution à long terme ?

Oui bien-sûr, en ce sens l'île n'est pas très différente d'autres endroits du globe où l'économie collaborative a occupé certains espaces, à Cuba également cela marche (avec les limitations de l'internet...).

- 7) Faut-il craindre pour le patrimoine culturel de Cuba suite à l'accumulation du nombre de touristes au fil des années ? Voyez-vous la levée d'embargo comme positif ou négatif pour ce patrimoine important justement ?

Je pense que le patrimoine culturel cubain est solide et bien structuré et saura faire face à l'arrivée de touristes.

La levée de l'embargo - comme décrit plus haut – serait positive dans tous les aspects.

- 8) Pensez-vous que les investissements européens à Cuba vont augmenter si l'embargo persiste ? Si oui, pourquoi ?

A cause de l'influence négative sur le volet financier international, le risque et manque de confiance des marchés dans un pays sous sanctions économiques, je pense de manière générale qu'ils vont stagner.

Merci.